

RAPPORT D'ACTIVITÉ

CHAIRE GOUVERNANCE ET RÉGULATION

2023





CRÉDITS PHOTOS

Audrey Hamon

CONCEPTION GRAPHIQUE

Audrey Halopé



**Chaire Gouvernance et Régulation
Université Paris Dauphine-PSL
Fondation Dauphine**

<https://chaigovreg.fondation-dauphine.fr/>

Sommaire

8. Édito

10. La Chaire Gouvernance et Régulation

11. Le Club des Régulateurs

12. Objets de réflexion

14. Recherche

52. Formation

64. Débat

80. Equipe et gouvernance

Dauphine | PSL 
CHAMP DE CONVICTION
ET REGULATION



Partenaires 2023

La Chaire Gouvernance et Régulation



Cour des comptes



DE PARDIEU BROCAS MAFFEI



Le Club des Régulateurs



Le réseau



2023 en chiffres

34

CHERCHEURS
ASSOCIÉS

92

INTERVENANTS

30

PARTENAIRES

39

ÉVÉNEMENTS
ORGANISÉS

8

GROUPES ET
PROJETS
DE RECHERCHE

15

NOTES
DE RÉFLEXION

55

PUBLICATIONS
ACADÉMIQUES

60

VIDÉOS

Édito

Éric Brousseau

**Directeur scientifique
de la Chaire Gouvernance et Régulation
et du Club des Régulateurs**



Contribuer à la réflexion sur la manière de réaliser efficacement des objectifs de politiques publiques tout en garantissant la compétitivité des acteurs de l'économie est la raison d'être de la Chaire. Telles sont les raisons pour lesquelles nous menons un travail de fond sur les processus d'élaboration et de mise en œuvre de l'action publiques et sur la manière dont les parties prenantes des industries et des marchés s'organisent collectivement pour créer des cadres d'échange et de coopération. Nous sommes également particulièrement attentifs aux deux mutations — la transition écologique et la transformation numérique — qui affectent profondément l'organisation des marchés, des organisations et de la société et se traduisent en conséquence par des besoins renouvelés en matière de gouvernance et de régulation.

Cette triple perspective structure nos travaux de recherche qui s'organisent autour de trois axes de travail:

- le premier sur la gouvernance publique, que nous étudions tant sur le registre des mécanismes de construction des règles que sur celui des arrangements institutionnels les mettant en œuvre ;
- le second sur la transition écologique que nous abordons à travers la réorganisation des systèmes énergétiques et de transport et d'une manière plus générale l'industrie, qui évoluent vers des modèles plus distribués, multimodaux et circulaires ;
- le troisième sur la transformation numérique, qui est à la fois la condition nécessaire à la mise en œuvre de modèles organisationnels plus agiles et aptes à maîtriser la complexité, et qui en même temps soulève de nouveaux enjeux de gouvernance et de régulation.

Au-delà de ces axes qui structurent autant de collectifs de travail dans lesquels s'inscrivent les doctorants et post-doctorants associés à la Chaire, l'année 2023 aura été caractérisée par trois marqueurs.

L'Europe, tout d'abord, est évidemment omniprésente dès lors qu'on aborde les problématiques de régulation. Mais l'année a été aussi marquée par le développement d'une coopération avec la Commission Européenne sur les réformes institutionnelles nécessaires au renforcement de la cohésion et de la dynamique européenne. Les chercheurs de la Chaire, en étroite coopération avec l'Institut Applied Computational Social Science (ACSS), ont par ailleurs développé un ensemble de bases de données originales qui devraient, à moyen terme, permettre de mieux étudier le processus d'élaboration des politiques européennes.

Le pilotage de modèles organisationnels distribués répond à la réorganisation des « chaînes de valeur » autour d'acteurs complémentaires mais très hétérogènes tant en ce qui concerne leurs bases technologiques que leurs modèles d'affaires. Les orchestrateurs d'écosystèmes, de même que les opérateurs de systèmes de partage des données, jouent un rôle clé dans ce contexte. Il est donc important de mieux comprendre leur impact sur la création et la répartition de la valeur. Ce sont des sujets que nous avons abordé lors de la conférence coorganisée avec le Network of Economics Regulators (NER) de l'OCDE. Le partenariat initié avec GaïaX et le Fraunhofer Institute sur l'économie du partage de données devrait nous permettre de développer encore nos travaux sur ces modèles organisationnels et leur gouvernance, puisqu'il nous permet de travailler sur un nombre beaucoup plus large de secteurs que ceux à propos desquels nous avons déjà une activité soutenue, notamment la mobilité, des besoins énergétiques ou le recyclage.

Enfin, comme pour de nombreux autres acteurs, l'année 2023 aura été marquée par l'Intelligence Artificielle. Au-delà de notre réflexion de fond sur la régulation du numérique et des technologies émergentes, notre insertion dans le programme « Dauphine Digital », notre collaboration avec l'observatoire de l'OCDE sur les politiques en matière d'IA, et notre implication dans l'Institut PRAIRIE, appelé à devenir la Paris School of AI, ont renforcé les opportunités en la matière.

Au-delà de ces marqueurs annuels, il est à noter que notre insertion au sein de l'Institut ACSS fait aussi de nous des praticiens des sciences des données et de l'apprentissage automatique dont nous nous servons de plus en plus pour étayer nos travaux sur la gouvernance et la régulation et développer des bases de données originales en la matière. Le soutien que l'Institut a obtenu de la part de la Région Ile-de-France devrait nous permettre à terme de renforcer nos capacités d'exploration et d'analyse de ces données et de mise à disposition de ces dernières à différentes catégories d'utilisateurs potentiels. Cette capacité de développement et de traitement de données massives et hétérogènes constitue pour la Chaire un levier pour développer des partenariats, comme ceux que nous avons noués avec la DITP ou l'ARCOM.

In fine, ces différentes thématiques et marqueurs nourrissent l'ensemble des activités de la Chaire, qu'il s'agisse de nos travaux de recherche, de nos programmes d'enseignement ou des différentes publications et conférences qui constituent nos contributions au débat public.

Les équipes de la Chaire sont fières de pouvoir compter sur un solide réseau de partenaires qui, au-delà du soutien qu'ils nous apportent, participent activement à nos réflexions et nous aident à orienter notre action vers des sujets où nous sommes susceptibles de répondre à la demande sociale.



La Chaire

Gouvernance et Régulation

La Chaire Gouvernance et Régulation est une plateforme favorisant la coopération entre parties prenantes de la régulation (autorités de régulation, entreprises, pouvoirs publics) et experts (réseaux académiques, cabinets de conseil et agence spécialisés, organisations internationales), dans le but de mieux comprendre l'économie politique de la régulation et d'en améliorer les cadres institutionnels et les pratiques.

L'importance des questions de régulation : les problématiques sous-jacentes

La régulation est un élément clé de la performance économique car elle agit tant sur la compétitivité de l'offre que sur les modalités de répartition des gains de productivité entre les différentes parties prenantes.

Si elle peut être conçue, à court terme, comme un cadre établi au sein duquel ces parties prenantes interagissent, elle ne peut être réduite exclusivement à un problème d'adaptation optimale de la structure du marché aux contraintes spécifiques de la production. En effet, à moyen terme, les technologies de production et les périmètres de marché ne sont pas exogènes, mais résultent de choix politiques et sociaux, ainsi que des stratégies des entreprises.

L'enjeu d'une meilleure organisation de la gouvernance économique et de la mise en œuvre de cadres de régulation plus efficaces concerne l'ensemble des acteurs économiques, à commencer par les opérateurs des secteurs régulés ainsi que les usagers. Au-delà des surcoûts et de l'incertitude qu'entraîne une régulation inadaptée, il en va de la compétitivité des entreprises et de l'attractivité de certaines activités, et in fine, du dynamisme industriel et commercial, de la capacité d'innovation, de l'emploi dans les secteurs concernés, et même de la compétitivité nationale, tant les secteurs régulés produisent des externalités pour le reste de l'économie et pour la société dans son ensemble.

La réponse de la Chaire

A partir d'une approche trans-sectorielle, la Chaire Gouvernance et Régulation se donne pour objectif de contribuer à une meilleure compréhension de la dynamique, des modalités et des performances de la régulation.

Elle s'appuie pour cela sur le postulat que pour comprendre la régulation et la faire évoluer, il convient à la fois de situer l'interaction entre régulateurs et régulés dans le cadre plus vaste des dynamiques qui président à l'organisation des industries et des marchés, et de s'intéresser à la manière dont la régulation est mise en œuvre au plan opérationnel.

Cadres institutionnels et outils se conditionnent en effet mutuellement et leurs interactions déterminent le champ des possibles en matière d'évolutions.

Les thèmes abordés, comme la démarche retenue, articulant approche conceptuelle et réflexion opérationnelle, sont la garantie pour les parties prenantes de la régulation de participer à des travaux en prise avec leurs problématiques concrètes, tout en conservant une hauteur de vue pertinente et originale.

Le Club des Régulateurs

Afin d'associer en toute indépendance les régulateurs aux travaux de la Chaire, mais aussi pour favoriser les échanges entre eux et développer une réflexion sur leurs problématiques communes, le Club des Régulateurs permet à ces derniers de confronter leurs pratiques et de partager leurs analyses.



Bien que les autorités de régulation sectorielle aient des mandats différents selon les secteurs et les pays, elles font toutes face à des défis communs, tant sur le plan technique (redéfinition permanente des périmètres de concurrence du fait des innovations techniques et marketing, évolutions de la notion d'intérêt général, complexification croissante des relations entre acteurs en raison de la « dé-intégration » des industries, etc.), que sur le plan institutionnel et organisationnel (leviers d'intervention, statut, organisation et moyens, recouvrement des compétences, articulation de leur action au plan européen avec leurs homologues et avec les institutions européennes, organisation des relations avec les parties prenantes de la régulation, gestion des complémentarités avec les autorités de concurrence, etc.).

Le Club des Régulateurs regroupe les autorités de régulation ou agences gouvernementales dotées de pouvoirs de régulation souhaitant coopérer sur les enjeux institutionnels, organisationnels et méthodologiques qui leur sont communs.

Un séminaire fermé annuel lui est dédié et des travaux conjoints avec le Network of Economic Regulators de l'OCDE sont régulièrement menés.

Par ailleurs, le Club participe à l'ensemble des activités de la Chaire.

Les objets de réflexion sur les trois axes d'activités

Recherche

Formation

Débat

Secteurs d'activités concernés

**Assurances, Banque,
Marchés financier**

**Audiovisuel &
Communication**

Cybersécurité

Communications

Énergie

Environnement et écologie

Infrastructures de transport

Services de mobilité

Santé

Numérique et Plateformes

Les objectifs et les outils de la régulation

La Chaire s'intéresse à l'effectivité et à l'efficacité des outils manipulés par le régulateur. Elle s'interroge sur leur impact réel, sur les incitations des parties prenantes ainsi que sur les risques qu'elles supportent. Il est également question de la manière dont les régulateurs peuvent organiser leur activité, développer leur expertise, asseoir leur légitimité et renforcer leur effectivité.

L'innovation et les nouveaux défis socio-économiques

Il s'agit de s'interroger sur la manière dont l'innovation, la globalisation, la construction européenne, le changement climatique, la numérisation, etc., impactent les opportunités comme les risques en matière de régulation, dans le but de mieux appréhender les défis auxquels la régulation devra répondre et comment elle devra s'adapter.

Les stratégies des acteurs

Sont explorés les outils à travers lesquels les diverses parties prenantes tentent d'influencer la régulation, de revenir sur leur efficacité respective et de travailler sur la légitimité des processus à travers lesquels les protagonistes peuvent agir. La régulation doit en effet tenir compte des contraintes et préférences des opérateurs économiques (firmes installées comme nouveaux entrants), des utilisateurs (des ménages aux grands comptes), des citoyens (représentés par des ONG ou non), des pouvoirs publics (du niveau local au niveau européen), tant pour être efficace, que légitime et utile.

Les politiques publiques et le cadre institutionnel de la régulation

Les déterminants économiques, politiques et institutionnels des cadres de l'activité économique et les différentes dimensions de la performance de ces derniers sont analysés. L'étude de l'architecture institutionnelle présidant à l'action des régulateurs permet en effet de mieux comprendre la portée et les limites de leur autorité, leurs marges de manœuvre, ainsi que la manière dont leur action s'articule avec d'autres organes de gouvernance. Il s'agit aussi de s'interroger sur les divers vecteurs de la gouvernance économique.

Ces objets de réflexion concrets sont abordés à travers les trois axes d'activités de la Chaire : la **Recherche**, autour d'une équipe dédiée ; la **Formation**, initiale, doctorale et post-doctorale, et continue ; le **Débat** via l'organisation de nombreux événements destinés à l'ensemble des parties prenantes et à un large public intéressé par ces questions.

Recherche

14
THÈSES

29
ÉVÉNEMENTS
ACADÉMIQUES

1
INSTITUT DE
RECHERCHE CREE
AVEC PSL DEPUIS 2021

3
PROGRAMMES DE
RECHERCHES

55
PUBLICATIONS
ACADÉMIQUES

16
DOCTORANTS &
POST-DOCTORANTS

34
CHERCHEURS
ASSOCIÉS

8
GROUPES
DE TRAVAIL ET PROJETS

L'Organisation de la recherche de la Chaire

Deux grandes dimensions structurantes...

Les travaux de la Chaire Gouvernance et Régulation consistent à étudier pourquoi et comment les cadres de la régulation impactent les acteurs économiques et leurs performances mais également la manière de les ajuster pour répondre aux **grands défis économiques et sociaux**. Ceci rend nécessaire la compréhension de l'élaboration des **politiques publiques et des cadres institutionnels**.

...et une organisation du travail déclinée sur leurs enjeux

Sur les deux dimensions qui en résultent, les activités de la Chaire sont menées en lien avec des acteurs publics ou privés afin de renforcer la pertinence de ses travaux académiques.

Des groupes de travail transversaux ou des projets plus ciblés constituent le cadre opérationnel de ces travaux et sont regroupés sous 3 grands programmes de recherche.

GRANDS DÉFIS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX

- Programme de recherche «Transformation numérique»
- Programme de recherche «Transition écologique»

POLITIQUES PUBLIQUES ET CADRES INSTITUTIONNELS

- Programme de recherche «Gouvernance publique, institutions, régulation»

PROGRAMME TRANSFORMATION NUMÉRIQUE

GROUPE DE TRAVAIL « RÉGULATION DES PLATEFORMES NUMÉRIQUES »

Création : fin 2020

Composition : Écosystème de 17 membres composé de doctorants, post-doctorants et chercheurs associés de la Chaire - de Dauphine | PSL ou d'autres universités françaises -, du CNRS, ainsi que d'experts de l'ARCEP, de l'OCDE, du Conseil d'État et de l'Institut Universitaire Européen.

Thématique générale : Ce groupe de travail développe une réflexion commune, afin de dégager un point de vue argumenté sur la régulation du numérique dans le contexte des initiatives européennes (et américaines) en cours. Il s'agit en particulier de penser les modalités de mise en œuvre d'une gouvernance responsable tout en permettant l'innovation. La question de l'effectivité de l'action publique et de son articulation avec les contraintes de compétitivité est aussi centrale.

Organisation du travail : 2 séminaires par mois permettant de discuter les travaux de chercheurs sur ces thématiques

Thèmes traités tout au long de l'année 2023 :

- Régulation participative et néo-régulation des plateformes numériques.
- Standardisation des plateformes.
- Cadre adéquat pour la régulation des plateformes numériques.
- Localisation des données et flux de données transfrontaliers.
- Mise en œuvre du RGPD dans la recherche.

Résultats 2023 : Publication d'articles académiques, nouveaux projets de recherche, développement d'une base de données dédiée à la régulation du numérique dans les pays du G 20.

PROGRAMME TRANSFORMATION NUMÉRIQUE

PROJET « DIGITAL GOVERNANCE CHALLENGE »

Création : second semestre 2020, en partenariat avec la Florence School of Regulation de l'Institut Universitaire Européen

Composition : 50 spécialistes réunis à l'échelle européenne, parmi lesquels des universitaires (économie, science politique, sociologie, sciences des données, etc.), des acteurs de la décision publique et des experts de l'industrie et du monde de l'innovation.

Thématique générale : dans le cadre d'un travail collaboratif, ce projet vise à réfléchir aux piliers d'une approche européenne de la gouvernance des sociétés numérisées, en identifiant les axes et les leviers d'un futur programme de recherche pour la nourrir.

Organisation du travail : Cette réflexion a d'abord fait l'objet d'un atelier de travail en huit séances, autour d'un premier collectif intéressé par les enjeux de la transformation numérique.

Thèmes traités :

- Nouvelles Opportunités Démocratiques
- Transformation de l'Action Publique
- Impacts de la numérisation sur la vie sociale et civique
- Régulation de l'Economie Numérique
- Souveraineté, sécurité et droits
- Un Nouvel Ordre International ?

Résultats 2023 : Travail de rédaction d'un livre blanc et réflexion sur la création d'un réseau de travail international.

PROGRAMME TRANSFORMATION NUMÉRIQUE

PROJET

« GOUVERNANCE ET RÉGULATION DES TECHNOLOGIES EMERGENTES »

Création : 2023

Composition : Eric Brousseau, Joëlle Toledano, Florence G'Sell, Kalli Giannelos

Thématique générale : Ce projet de recherche vise à mieux comprendre les problématiques technologiques, juridiques et sociétales qui émergent, ou sont susceptibles d'émerger, avec le développement d'innovations telles le Métavers, le Web 3.0 ou l'Intelligence Artificielle. L'objectif est d'identifier et d'anticiper les actions nécessaires en termes de politiques publiques et de régulation (y compris l'autorégulation). Il part d'une analyse des différents modèles économiques et de la nature des services portés par les technologies immersives, ainsi que sur l'ensemble des cadres de régulation influençant le développement de l'économie numérique. Ce travail explore notamment les problématiques de confidentialité et d'identité numérique et de protection des personnes, de statut et régimes de droits de propriété des objets/environnement virtuels, de sécurité et risques, d'interopérabilité, portabilité, et ouverture à la concurrence. Ces recherches visent à la fois à cerner les spécificités du Métavers dans la gouvernance des technologies émergentes, et à analyser les questions soulevées par les technologies de rupture, qu'elles soient numérique ou non.

Organisation du travail : Ce travail de recherche allie des recherches théoriques et empiriques, puisant dans différentes disciplines pour intégrer des outils, informations et analyses de l'impact du Métavers en particulier. Les travaux sont élargis grâce à des coopérations internationales avec des chercheurs analysant d'autres technologies. Différentes perspectives – éthique, politique, sociétale, économique – sont articulées pour cerner les besoins et pistes possibles de gouvernance.

Thèmes traités :

- Gouvernance et régulation des technologies émergentes et spécificités du Métavers.
- Spécificités technologiques et risques éthiques liés au Métavers.
- Modèles d'affaires, chaînes de valeur, écosystème industriel et acteurs impliqués dans le Métavers.
- Spéculations et évolutions en cours : le 'hype' du Métavers.
- Le cas du Métavers en tant que modèle standard de gouvernance des technologies émergentes: défis et caractéristiques.

Résultats 2023 :

- Réalisation d'une étude de cas approfondie sur le développement du Metavers et préparation de publications scientifiques dérivées.
- Participation à la création d'un réseau multidisciplinaire européen de recherche sur le Metavers
- Organisation d'un séminaire sur «Gouvernance et Régulation des Technologies Emergentes» qui a réuni 14 experts internationaux à Chantilly (Institut de France) les 15 et 16 décembre 2023.
- Lancement de la réalisation d'un ouvrage collectif issu du colloque de Chantilly, à paraître chez Cambridge University Press (2025)
- Préparation d'une Policy conference co-organisée avec l'OCDE en 2024, sur les politiques d'encadrement du développement des technologies émergentes.

PROGRAMME TRANSITION ÉCOLOGIQUE

GROUPE DE TRAVAIL « TRANSPORTS, ENERGIE ET ECONOMIE CIRULAIRE TRENCE »

Création : octobre 2020

Composition : Les participants réguliers sont les doctorants, post-doctorants et chercheurs associés à la Chaire engagés dans des travaux relatifs à la transformation des systèmes énergétiques ou de transport ou encore au déploiement de modèles économiques écoresponsables. Des chercheurs externes intéressés par thèmes traités participent de manière régulière aux travaux du groupe.

Thématique générale : Le travail s'organise autour des présentations académiques sur divers sujets dans les domaines de l'économie des transports, de l'énergie et de l'environnement et le groupe constitue un lieu d'échange entre chercheurs de ces sous-domaines étroitement liés. Les travaux relèvent principalement de l'économie, mais des contributions provenant de disciplines connexes sont régulièrement accueillies. Le groupe donne l'opportunité de présenter des travaux très aboutis et de discuter des recherches en cours, permettant aux auteurs de bénéficier de commentaires pour affiner leurs travaux.

Organisation du travail : présentation hebdomadaire tous les mercredis à la pause méridienne.

Thèmes traités :

- Lutte contre les externalités du transport : congestion, pollution de l'air, etc ;
- Nouveaux services de mobilité ;
- Ressources énergétiques renouvelables ;
- Véhicules connectés au réseau ;
- Défis environnementaux : déforestation, biodiversité, catastrophes naturelles, etc;
- Questions réglementaires et évaluation des politiques de décarbonation.

Résultats 2023 : Les discussions au sein du groupe de travail ont permis des échanges enrichissants, les intervenants ont pu obtenir un retour d'information précieux sur leur travail.

PROGRAMME TRANSITION ÉCOLOGIQUE

PROJET BLABLAMODES : UNE PLATEFORME MULTIMODALE DE "MOBILITY AS A SERVICE" (MAAS)

Création : Avril 2022 pour une durée de 42 mois.

Composition et thématique générale : Projet de recherche coordonné par Dianzhuo Zhu, chercheuse post-doctorale de la Chaire dans le cadre d'un consortium, impliquant l'ESSEC, Paris School of Economics (PSE), et BlaBlaCar. Financé par l'ADEME, le projet s'inscrit dans la stratégie de développement de BlaBlaCar qui, à travers son projet « BlaBlaModes » cherche à devenir une plateforme multimodale (voiture, car, train) de transport longue distance. Les équipes de recherches mobilisées, en étroite collaboration avec l'équipe de Data Science de BlaBlaCar, étudient les comportements des parties prenantes du covoiturage (passagers, chauffeurs, plateformes) et, au-delà, cherche à analyser le comportement des différents segments de l'offre, mais aussi des utilisateurs, dans un système multimodal. A l'instar de ce qui se passe dans les nouveaux systèmes de mobilité, il s'agit à la fois de comprendre comment se segmente la demande et les effets de complémentarités ou de substitution entre modes de transport mais aussi d'envisager les modèles de gouvernance et de régulation à mettre en œuvre. Les impacts environnementaux constituent une dimension importante de l'analyse, de même que la soutenabilité économique.

Au sein de la Chaire, une équipe de quatre chercheurs – 2 post-doctorants et 2 doctorants - et d'un ingénieur en data science a été constituée pour mener à bien ce projet.

Organisation du travail : L'équipe dédiée est opérationnelle depuis la rentrée universitaire 2022. Une coordination étroite a été mise en œuvre au sein du consortium.

Thématiques initiées en 2023 :

- Analyse de la sensibilité de la demande aux coûts du trajet
- Analyse du design de la plate-forme à travers des mécanismes tarifaires : prix recommandé, commission
- Analyse des points de rencontre du covoiturage et perspectives pour la conception de points de rencontre intermodaux
- Impact Carbone du covoiturage.

PROGRAMME TRANSITION ÉCOLOGIQUE

GROUPE DE TRAVAIL « ÉCONOMIE CIRCULAIRE »

Création : dernier trimestre 2021.

Composition : Doctorants et chercheurs associés impliqués sur ce sujet au sein de la Chaire et plus ponctuellement, experts du monde socioéconomique (e.g. Ecologic).

Thématique générale : L'organisation de l'économie circulaire implique l'articulation de nombreuses parties prenantes. Les eco-organismes, émanant de l'industrie et du secteur de la distribution, s'articulent avec les pouvoirs publics et les nombreux participants aux filières de réutilisation, recyclage, collecte et traitement des déchets, ainsi qu'en amont avec les metteurs sur le marché, pour tenter de minimiser l'impact environnemental de nombreuses filières. Ce projet explore l'économie de ces activités et s'interroge sur l'efficacité des arrangements organisationnels et des régulations mises en œuvre dans différentes filières d'économie circulaire.

Organisation : sessions de partage bimestrielles.

Résultats 2023 : Consolidation d'une réflexion sur l'économie circulaire et développement de nouveaux projets de recherche. Préparation de deux GovReg Note au second semestre 2023 (publication courant 2024). Préparation d'un colloque (2024).



PROGRAMME GOUVERNANCE PUBLIQUE, INSTITUTIONS, RÉGULATION

GROUPE DE TRAVAIL « GOUVERNANCE PUBLIQUE »

Création : second semestre 2020.

Composition : Chercheurs, post-doctorants et doctorants et de la Chaire ainsi que d'autres institutions académiques ; experts d'institutions publiques françaises et européennes (sur une base plus occasionnelle).

Thématique générale : Ce groupe de travail s'intéresse aux relations entre institutions publiques et politiques, société civile et marché et les étudie à travers le prisme des outils et concepts propres à l'économie politique, l'économie des institutions et l'économie du droit.

Un accent particulier est mis sur la collecte et l'exploitation de données originales. Les travaux s'articulent autour de projets de recherche variés, comme : l'exportation d'archives administratives ou historiques permettant d'étudier sur longue période la régulation de l'industrie et des marchés, et ses conséquences ; l'analyse des interactions entre institutions politiques et économiques ; le comportement des élus et les implications sur les politiques publiques ; la fabrication des politiques européennes à travers le prisme de l'étude détaillée du processus législatif et des consultations publiques ; ou encore la comparaison des pratiques réglementaires et du statut des régulateurs entre pays de l'OCDE.

Avec un fort accent empirique, les travaux développés et analysés sont discutés par des chercheurs en sciences sociales (avec un accent sur l'économie, mais aussi la présence régulière de politistes et de juristes) et de spécialistes en sciences des données. Ils visent l'explication des dynamiques à l'œuvre dans la construction de cadres de gouvernance des industries et des marchés et l'analyse de leurs conséquences économiques et sociales.

Organisation : séances hebdomadaires.

Thématiques abordées en 2023 :

- Les régimes de gouvernance et de régulation au sein de l'OCDE
- Les consultations européennes
- Les conséquences politiques de la crise du COVID 19
- La régulation de l'économie par le Conseil du Commerce au XVIII^e siècle

Résultats 2023 : Identification et développement de projets de recherche, nouvelles collaborations et partenariats avec des chercheurs ou des organisations extérieures (ARCOM, OCDE, DITP) autour de compétences consolidées en analyses de données textuelles en lien avec l'Institut ACSS-PSL (cf. infra).

PROGRAMME GOUVERNANCE PUBLIQUE, INSTITUTIONS, RÉGULATION

PROJETS SPÉCIFIQUES SUR LA RÉGULATION SECTORIELLE : LE SECTEUR FERROVIAIRE

Création : second semestre 2022, en collaboration avec le Centre de Recherche Droit Dauphine (CR2D)

Thématique générale : L'ouverture à la concurrence du transport ferroviaire de passagers en Europe a fait l'objet d'une réflexion initiée avec le Centre de Recherche Droit Dauphine sur le cas français. Le projet s'est ensuite attaché à développer des travaux en droit comparé.

La France, en effet, avec la loi du 28 juin 2018 dite " nouveau pacte ferroviaire ", transposant la directive européenne 2016/2370 du 14 décembre 2016 relative à l'ouverture du marché des services nationaux de transport ferroviaire de voyageurs, est l'un des derniers États européens à avoir ouvert à la concurrence ses services domestiques de transport de voyageurs. Il s'agit désormais d'analyser les modalités selon lesquelles nos voisins européens l'ont fait.

Plusieurs questions se posent pour analyser les résultats concrets de l'ouverture à la concurrence dans les États européens, et ont constitué la colonne vertébrale des discussions : Quelles méthodes d'ouverture à la concurrence et quelles modalités d'organisation du secteur ont été adoptées ? La concurrence s'est-elle réellement installée et les consommateurs en ont-ils perçu les bénéfices ? Existe-t-il encore des obstacles à une concurrence pleine et effective ? Des litiges sont-ils apparus et ont-ils conduit à des changements dans l'organisation et la régulation du secteur ?

Organisation : séances de travail hebdomadaires au second semestre 2022 en vue de la préparation d'un colloque international sur ce thème, sous la direction scientifique d'Aurore Laget-Annamayer, Professeure de Droit à Dauphine.

Résultats 2022-2023 :

- Une tribune dans le journal Le Monde a été proposée à Eric Brousseau, Directeur scientifique de la Chaire, fin 2022 sur le thème de la libéralisation des marchés (parue début 2023).
- Un colloque international sous la direction de Aurore Laget-Annamayer s'est tenu le 3 février 2023 à l'Université Paris Dauphine-PSL. Académiques, opérateurs et régulateurs du secteur des transports européens dont l'ART et plusieurs de ses homologues ont animé les échanges.
- Une valorisation des échanges s'est traduite par la publication d'un ouvrage collectif « The opening up to competition of passenger rail transport in Europe. Comparative law perspectives, » aux éditions Larcier (Gand)

L'Institut PSL ACSS créé à l'initiative de la Chaire :

« Applied Computational Social Sciences »

Dans le contexte de l'intégration et de la consolidation de ses activités, associées au développement de ses travaux sur l'intelligence artificielle, PSL a fortement soutenu et encouragé le projet d'un à l'interface des sciences des données et des sciences sociales, initié par la Chaire.

Cette démarche résulte de l'expérience jugée convaincante de l'Initiative Interdisciplinaire Stratégique (IRIS) « Governance Analytics », dirigé par Eric Brousseau, qui a permis de développer une expertise en science des données appliquées aux sciences sociales entre 2016 et 2021. Créé en 2022, l'Institut a pour vocation de développer les synergies scientifiques et opérationnelles entre ces deux champs scientifiques au sein de PSL.

L'Institut PSL « Applied Computational Social Sciences » constitue une plateforme favorisant les mutualisations et les synergies entre chercheurs développant des travaux sur le fonctionnement des collectifs sociaux, économiques et politiques à partir de démarches intensives en données, et permettant ainsi aux sciences sociales de changer d'échelle en termes de volume de données prises en compte et par conséquent de compréhension des phénomènes sociaux devenus "mesurables".

Après validation par les instances de PSL et discussions avec l'ensemble des chercheurs concernés au premier semestre 2021, l'Institut a été officiellement lancé par Eric Brousseau le 09 novembre 2021 dans le cadre de la Paris Artificial Intelligence Week, en présence du Président de PSL, du Président de l'Université Paris Dauphine-PSL, et de l'équipe de direction de l'Institut PRAIRIE (l'un des 4 grands réseaux nationaux de recherche autour de l'Intelligence artificielle).

Une trentaine de chercheurs de PSL ont rejoint l'Institut ACSS : ils appartiennent à différents laboratoires de recherche de Dauphine (Management/ Economie/ Sociologie/ Informatique/ Mathématiques), de l'ENS (notamment Sciences cognitives et Neurosciences mais aussi Philosophie), des Mines ParisTech (Economie industrielle) et de l'INSP/ex-ENA (expertise et recherche administrative), souvent associés à des Chaires ou à d'importants programmes de recherche à l'échelle nationale ou européenne.

Un site internet dédié est consultable : <https://acss-dig.psl.eu/>

Pilotage, support, équipe

A partir de 2022, l'Institut a progressivement déployé ses moyens humains et matériels dédiés à ses travaux. Il est piloté par Bruno Chaves Ferreira, ingénieur CNRS mis à disposition de l'Institut. Le support administratif est assuré, dans cette phase de démarrage, par l'équipe de la Chaire Gouvernance et Régulation. 4 postes d'Ingénieurs en sciences des données (2 Ingénieurs de Recherche et 2 Ingénieurs d'Étude) sont financés pour 2 ans par PSL.

Réalisations 2023 sur le volet Recherche

L'équipe dédiée a nourri certains projets en cours au sein de la Chaire de méthodes d'analyses textuelles à partir de données massives et a commencé à développer de nouveaux projets. Ces travaux portent sur les thèmes suivants :

- **European Law Making**

Réalisation d'une base de données composée d'un demi-million de discours prononcés par les parlementaires européens sur 20 ans qui a ensuite apparié avec les données biographiques des parlementaires ainsi que les indicateurs des orientations politiques de leurs partis politiques (base Manifesto - <https://manifesto-project.wzb.eu/>). Ce travail a été présenté à la conférence « The Manifesto Project User Conference 2023 » fait actuellement l'objet de plusieurs collaborations de recherche en sciences de données, économie et en sciences politiques.

- **Contenu des Publicités Audiovisuelles**

Dans le cadre d'un partenariat avec l'ARCOM, une base de données permettant de mesurer les contenus et les biais des messages publicitaires radio et TV est mise au point. Elle contient l'ensemble des messages diffusés sur les médias audiovisuels depuis 2010 et est appariée avec la mesure de leurs volumes et horaires de diffusion. Cette base permet à la fois d'analyser l'évolution des thématiques et des manières de les aborder à moyen terme, mais aussi de mettre au point des outils de mesure de la conformité à des exigences de responsabilité sociale et environnementale.

- **L'adoption de l'intelligence artificielle dans les pays de l'OCDE**

Dans le cadre d'un partenariat avec l'OCDE-IA, ACSS a constitué une base de données de 30 millions de tweets en lien avec l'intelligence artificielle. Les techniques de traitement du langage naturel permettent de comparer la perception publique des technologies d'intelligence artificielle dans différents pays et dans différents domaines.

- **Ce que parler à l'État veut dire**

Dans le cadre d'un partenariat avec la Direction Interministérielle de la Transformation Publique (DITP), ACSS va héberger une thèse, dirigée par Christophe Bénavent, sur l'analyse des réactions des utilisateurs des services en ligne de l'État. Deux types de problématiques pourront particulièrement être étudiées : les émotions mobilisées dans la relation aux services publics ; la relation entre émotions ressenties et satisfaction des usagers.

- **Brain-Drain**

Dans le cadre d'un partenariat avec France Universités initié par le professeur El-Mouhoub Mouhoud, président de l'Université Paris Dauphine, ACSS élabore une base de données sur les profils de carrière des docteurs en économie et en gestion qui ont soutenu leur thèse de 1995 à 2015. Il s'agit à la fois de comprendre où les docteurs exercent leurs talents et le lien qui existe entre leurs conditions et thématiques de recherche doctorale et leur future carrière.

Réalisations 2023 sur le volet Formation

L'Institut organise un séminaire académique bimestriel destiné à donner de la visibilité aux compétences et travaux des chercheurs de l'Institut et à partager des méthodes.

Il s'implique également dans la formation. Par exemple, un programme sur le traitement automatisé du langage pour les sciences sociales a été organisé dans le cadre des « PSL Weeks ». Par ailleurs, deux sessions de formation (Bases de Données Avancées et Web Scraping) dans le cadre de la « Formation des formateurs en sciences des données & IA » de l'Institut PRAIRIE – Université de PSL ont été mises sur pied.

Les Thèses préparées au sein de la Chaire en 2023

Soutenues en 2023

L'évaluation des réformes de la réglementation et de la gouvernance dans les industries de réseau européennes : une approche par le traitement automatique des langues

par Carlos Gonzalez Regalado

Les réformes visant à instaurer un marché européen unique ont modifié le fonctionnement et la structure des industries de réseau et des opérateurs auparavant verticalement intégrés. Les directives et règlements européens ont induit des changements importants à partir du début des années 1990. Les pays membres ont ouvert à la concurrence leurs industries de réseau, réglementé l'accès aux infrastructures et confié un pouvoir de réglementation à des agences afin d'améliorer la couverture des services et de développer les investissements adaptés, au bénéfice des consommateurs. La mise en oeuvre de la réforme diffère largement selon les pays et les secteurs. L'impact de la gouvernance et de la régulation sur les performances économiques est toutefois peu documenté en économie. Des méthodes et indicateurs ont été proposés pour mesurer les impacts statiques et dynamiques générés par les choix institutionnels, qui sont pris en considération par les agents pour déterminer leurs investissements et leur stratégie commerciale. Cette recherche, menée à partir de nombreuses données de l'OCDE, tente d'identifier les effets de la réorganisation institutionnelle sur un panel étendu d'indicateurs de performance industrielle, tout en analysant les caractéristiques sectorielles les plus sensibles à telle ou telle forme de gouvernance mise en oeuvre. Il est aujourd'hui directeur des plans, des programmes et du suivi des projets au ministère du Travail de l'Équateur.

Cette thèse a été soutenue le 26 janvier 2023.



L'autorégulation en tant que stratégie hors marché. Une étude exploratoire sur les mécanismes transformant l'environnement hors marché des entreprises

par Agnieszka Marta Majewska

Cette thèse explore l'autorégulation du point de vue de la stratégie hors-marché et vise à révéler le lien entre l'autorégulation et les changements dans l'environnement hors marché via les mécanismes opérant dans le contexte politique et social d'une entreprise. Elle propose d'étudier dix cas tirés de deux entreprises dans le secteur de la grande distribution alimentaire en France, en identifiant les initiatives d'autorégulation dans le cadre de la prévention et de la gestion des déchets et en analysant la manière dont les entreprises les valorisent dans un contexte socio-politique. Au travers d'entretiens, d'analyses de données et d'une revue de presse, les résultats permettent d'identifier trois mécanismes qu'une entreprise peut activer en mobilisant l'autorégulation dans l'environnement hors-marché: approuver l'engagement volontaire, transformer la géographie du pouvoir et façonner la réglementation. Un modèle des interactions entre les mécanismes est alors aussi proposé.

Cette thèse a été soutenue le 14 février 2023.

Trois essais sur l'économie politique des discours

par Hugo Subtil

Cette thèse de doctorat en économie politique se compose de chapitres indépendants. Les deux premiers documentent le comportement verbal des membres du Parlement européen, tandis que le dernier aborde un problème d'optimisation appliquée au scandale du Libor dans un cadre bayésien. L'originalité de ce travail réside notamment dans la création d'une nouvelle base de données textuelles regroupant tous les discours prononcés au Parlement européen de juillet 1999 à novembre 2022, permettant l'utilisation de techniques de traitement du langage naturel issues de l'apprentissage machine comme mesures de résultat.

En cours en 2023

Gouvernance, modèles d'affaires et performance de la filière DEEE dans le contexte de la Responsabilité Élargie du Producteur

par Rami Benabdelkrim

En mettant en œuvre le principe de la Responsabilité Élargie du Producteur (REP), l'Union européenne a formulé des objectifs environnementaux ambitieux. Toutefois, les modalités d'organisation des filières de recyclage présentent des disparités notables entre les différents pays européens. Certains modèles s'orientent davantage vers la prévention et le réemploi, cherchant à éviter la production de déchets, tandis que d'autres se concentrent particulièrement sur la valorisation des déchets par le biais du développement du recyclage. Ces orientations semblent être étroitement liées aux parties prenantes ciblées par la responsabilisation environnementale. Le principal enjeu de cette thèse réside dans l'exploration des implications des choix en matière d'organisation de la gouvernance de la REP, notamment à travers l'analyse du rôle joué par les éco-organismes.

En cours en 2023

Élaboration de nouvelles mesures de l'innovation des startups à partir du contenu proposé et de la valeur technologique ajoutée. Approche par l'analyse textuelle

par Reem Ismail

L'objectif de la thèse est de développer des méthodes originales de mesure et de détection de l'innovation en exploitant des approches d'apprentissage automatique appliquées à des bases de données liées au financement de startups. Depuis plusieurs décennies, l'innovation a en effet été étudiée à travers différentes approches permettant de construire des indicateurs robustes pour mesurer la croissance des industries et des entreprises en la matière. Ces méthodes exploitent notamment des bases de données de brevets. Cependant, elles ont aussi fait l'objet de critiques de la part de la communauté scientifique, l'utilisation des brevets étant nettement plus répandue dans certains secteurs (comme les biotechnologies) par rapport à d'autres (comme les logiciels ou encore toutes les innovations dites d'usage). En outre, les bases de données mobilisées sont imparfaites. Tout cela fonde l'utilité, voire la nécessité, d'indicateurs complémentaires, à l'instar de ceux que permettent de construire les données textuelles aujourd'hui disponibles. Les développements récents en sciences des données ont ainsi ouvert la voie au développement de nouvelles méthodologies de mesure de l'innovation grâce aux descriptions textuelles basées sur des techniques dites de NLP (Natural Language Processing). Cette thèse vise à établir un lien entre le financement des startups et leur degré d'innovation et d'invention mesuré à partir de la communication des startups en direction des investisseurs. On cherche à d'abord développer des métriques d'innovation des startups. Ensuite, il s'agit d'identifier les variables principales de financement de capital risque dans différents écosystèmes géographiques. Enfin, on cherchera à développer un modèle théorique qui explique les décisions des investisseurs pour se lancer ou pas sur le financement d'une startup.

CIFRE **technopolis**
group 

Analyse empirique des nouveaux cadres réglementaires et modèles économiques pour la transition écologique

par Isac Olave

Les cadres réglementaires traditionnels de gestion de la mobilité visaient historiquement à traiter avec des acteurs dominants intégrés verticalement.

Cette approche est remise en cause par l'émergence de systèmes de production polycentriques et multimodaux découlant du développement de nouveaux marchés conjointement portés par la transition écologique et la transformation numérique.

Cette thèse analyse empiriquement les nouveaux cadres réglementaires et les modèles économiques pour gérer des modèles industriels multi-acteurs plus décentralisés dans le secteur de la mobilité.

En cours en 2023

Les modèles d'affaires des intermédiaires du partage des données

par Lucas Eustache

L'objet de cette thèse est d'explorer les « modèles d'affaires » c'est-à-dire les arrangements organisationnels entre les parties prenantes et les flux de services et de revenus, échangés ou mis en commun, que pourraient développer les intermédiaires du partage de données.

Ces intermédiaires ont pour objectif d'organiser, protéger, anonymiser, sécuriser les données partagées, voire de les utiliser pour produire les services permettant d'extraire et de capturer de la valeur.

Il s'agira ainsi d'analyser comment inciter les producteurs de données primaires à les partager avec cet intermédiaire, comment cette information ou les services qu'elle produit peuvent être mis à la disposition des parties prenantes et/ou de tiers, et, enfin, comment la connaissance et la valeur que l'on peut extraire des données est partagée avec les différentes parties prenantes de l'écosystème considéré. L'analyse et la compréhension de la régulation européenne actuelle de l'industrie du numérique et des données enrichira ces travaux.



Régulation de l'Économie Numérique en Chine : principes, mise en œuvre et impacts sur les "Business Models"

par Zichuan Li

Le numérique est considéré en Chine comme l'un des facteurs clés de la croissance. Avec le développement de l'économie numérique, des comportements typiques des situations monopolistiques sont apparus sur le marché : prix prédateurs, « big data killing », « pick one of two », collusion algorithmique, abus de position dominantes, etc. Ces comportements ont nui à la concurrence, provoqué des défaillances de marché et porté atteinte aux intérêts des consommateurs. En janvier 2022, le gouvernement chinois a souligné l'importance de réguler le secteur et la nécessité d'améliorer le système de gouvernance de l'économie numérique. Les autorités ont par ailleurs mis en place ces dernières années un cadre réglementaire et juridique assez large.

L'objectif de la thèse est d'identifier les principales défaillances de marché observées et d'analyser le cadre institutionnel de la régulation chinoise. Une analyse de l'influence de ce cadre sur les modèles d'affaires des entreprises du secteur sera réalisée. La recherche comportera également une analyse comparative de l'approche chinoise par rapport à celles des pays occidentaux.

Comprendre les implications de diverses stratégies de gouvernance de plateforme sur les marchés bifaces du covoiturage

par Shahmeer Mohsin

Du fait des externalités négatives associées à l'utilisation de la voiture privée, allant des embouteillages à la pollution, le covoiturage devient une option de voyage attrayante dans le monde entier. Financée par l'Ademe dans le cadre du projet BlaBlaModes, cette thèse informe sur la manière dont diverses stratégies de gouvernance des plateformes et politiques gouvernementales peuvent induire des changements dans la dynamique de marché de ces plateformes en termes de demande, d'offre, de qualité de service, de tarification, etc.

En cours en 2023

Comment le prix des commissions affecte le comportement des consommateurs – le cas du blablacar français

par Qiming Zhang

Ces dernières années ont été marquées par une explosion de l'économie du partage. Les services de covoiturage ont fait l'objet d'une grande attention en Europe. Cette thèse se concentre sur la modélisation des préférences des consommateurs pour différents modèles de covoiturage intégrant du transport multimodal (car, train). Nous devrions examiner l'impact de la tarification des plateformes de covoiturage en analysant les données des utilisateurs.



Le rôle des contenus dans la diffusion des contenus en ligne : une approche par les techniques "NLP"

par Olivier Caron

Le but de la thèse est de comprendre comment les éléments textuels des contenus sur les réseaux sociaux influencent la diffusion de ces derniers. Ces travaux seront effectués dans une perspective de marketing, en particulier en étudiant la communication des marques dans le cadre du lancement de nouveaux produits. Actuellement, ce travail de recherche se concentre sur la diffusion des techniques NLP dans la recherche en marketing.

Lobbying dans l'Union Européenne: comment les firmes influencent-elles les décisions de la Commission Européenne ?

par Edgar Jimenez Bedolla

Grâce à l'utilisation des techniques de « Natural Language Processing » ainsi qu'à l'exploitation d'une base de données unique contenant les contributions apportées par les différentes parties prenantes aux consultations européennes, l'objectif de cette thèse est d'analyser comment l'information communiqué par les firmes à la Commission européenne influence les politiques mises en oeuvre par les pouvoirs publics européens.

Ce que parler à l'État veut dire. Les émotions exprimées lors de réclamations dans le secteur public et leur gestion

par Benjamin Levy

Dans le cadre de ses missions, la Direction Interministérielle de la Transformation Publique vise à améliorer l'expérience des usagers des services publics. Pour ce faire la DITP collecte et analyse des retours d'expérience. L'une des méthodes de collecte de ces données est le dispositif « Je Donne Mon Avis avec Services Publics + » (JDMA) qui comporte des dizaines de milliers de témoignages d'usagers sur leur expérience. Cette thèse a pour objectif d'analyser le corpus de témoignage sur JDMA en utilisant les méthodes de traitement automatique du langage naturel.





L'équipe des Doctorantes et Doctorants de la Chaire en 2023



Rami Benabdelkrim

Titulaire d'un Master Recherche de politiques publiques de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Rami Benabdelkrim est doctorant au sein de la Chaire Gouvernance et Régulation de l'Université Paris Dauphine-PSL depuis la rentrée 2020. Sa thèse porte sur les modèles d'affaires et de régulation du recyclage et est co-dirigée par Éric Brousseau et Jean Beuve.

L'objet de la présente thèse consiste à examiner la gouvernance de la Responsabilité Élargie du Producteur, en mettant l'accent sur le rôle attribué aux parties prenantes, en particulier les éco-organismes. Ce travail de recherche s'inscrit dans le cadre du dispositif CIFRE, en collaboration avec le partenaire de la Chaire, Ecologic.

CIFRE **EcoLogic**



Olivier Caron

Olivier est titulaire d'un Master en Management de la Montpellier Business School et du Master IREN de l'Université Paris Dauphine-PSL. Il mène une thèse sur le rôle des contenus dans la diffusion des contenus sociaux, sous la direction de Christophe Benavent, chercheur associé à la Chaire.

Avant son Master, il avait effectué une Licence en informatique, parcours MIAGE, à l'Université de Picardie Jules Verne.



Lucas Eustache

Lucas Eustache est doctorant au sein de la Chaire Gouvernance et Régulation depuis la rentrée 2022. Il est diplômé d'un Master 2 Recherche en Politiques Publiques, de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Sa thèse, dirigée par Eric Brousseau, porte sur les modèles d'affaires des intermédiaires du partage des données. Elle s'insère dans le programme "Dauphine numérique". Son sujet permettra d'aborder divers secteurs dans lesquels les données constituent un enjeu majeur, tels que le transport, le marché des applications mobiles ou encore les programmes d'open data gouvernementaux.



Reem Ismail

Titulaire du Master IREN de Dauphine, adossé à la Chaire et d'un Master en innovation d'entreprise de l'École Polytechnique, Reem Ismail est doctorante au sein de la Chaire Gouvernance et Régulation depuis la rentrée 2020. L'objectif de sa thèse est d'étudier et de développer des méthodes originales de mesure et de détection de l'innovation, complémentaires des techniques existantes, en exploitant des approches de machine learning. Elle propose ensuite d'identifier les liens de causalité entre l'investissement du capital risque et les technologies innovantes dans le domaine de l'Énergie et du Biotech. Elle prépare sa thèse dans le cadre d'un dispositif CIFRE avec l'entreprise Technopolis où elle est également consultante en politiques publiques de l'innovation. Reem est aussi enseignante en stratégie pour le Master Stratégie et Organisation de Dauphine.



Edgar Jimenez Bedolla

Edgar Jimenez Bedolla est doctorant au sein de la Chaire Gouvernance et Régulation depuis novembre 2023. Diplômé d'un Master en Politiques Publiques à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne en 2023, sa thèse dirigée par Éric Brousseau porte sur les stratégies non-marchandes utilisées par les entreprises pour faire du lobbying au sein de l'Union Européenne.



Benjamin Levy

Benjamin Levy est diplômé d'un Master en Economie et Psychologie de l'Université Paris 1 Panthéon Sorbonne et de Paris School of Economics (PSE) ainsi que d'un Master d'économie comportementale de University of Nottingham avant de devenir doctorant au sein de la Chaire Gouvernance et Régulation de l'Université Paris Dauphine - PSL depuis novembre 2023. Sa thèse, dirigée par Christophe Benavent, utilise les technologies NLP afin d'analyser les commentaires de la part des usagers à propos des services de l'état.



Zichuan Li

Titulaire d'un Master Économie Quantitative et d'un Master Industries de Réseau et Économie Numérique de l'Université Paris Dauphine-PSL, Zichuan Li est doctorant au sein de la Chaire Gouvernance et Régulation. Sa thèse, dirigée par Éric Brousseau, porte sur la régulation de l'économie numérique en Chine. L'objectif de la thèse est d'identifier les principales défaillances de marché observées et d'analyser le cadre institutionnel de la régulation chinoise. Une analyse de l'influence de ce cadre sur les modèles d'affaires des entreprises du secteur sera réalisée. Détenteur d'une bourse du gouvernement chinois, il a rejoint la Chaire en 2022.



Shahmeer Mohsin

Titulaire d'un Master en innovation énergétique de KTH University, en Suède, et de l'INP Grenoble, Shahmeer est doctorant au sein de la Chaire Gouvernance et Régulation de Paris Dauphine (Université PSL) depuis la rentrée 2022. Il a auparavant travaillé à l'Agence internationale de l'énergie, ainsi que pour General Electric et VOI Scooters. Sa thèse est dirigé par Eric Brousseau et financée par l'ADEME dans le cadre du projet BlaBlaModes.





Isac Olave

Titulaire d'un Master en Économie Appliquée de l'Instituto Tecnológico Autónomo de México (ITAM) et d'un Master d'Économie de Paris School of Economics (PSE), Isac Olave est doctorant au sein de la Chaire depuis la rentrée 2020. Il a auparavant travaillé en tant qu'analyste de contrats énergétiques à la Banque Central du Mexique, au sein de la Direction General du Fond Mexicaine du Pétrole . Sa thèse analyse empiriquement les nouveaux cadres réglementaires et les modèles économiques permettant de gérer des modèles industriels multi-acteurs plus décentralisés dans les secteurs de l'énergie et de la mobilité.



Hugo Subtil

Titulaire d'un Master d'Économie de l'Institut Polytechnique de Paris, Hugo Subtil est doctorant au sein de la Chaire Gouvernance et Régulation de l'Université Paris Dauphine-PSL, en codirection avec Alessandro Riboni (CREST/X, ENSAE, ENSAI), depuis la rentrée 2020. Sa thèse porte sur les groupes d'intérêts et les processus de régulation européens. Par ailleurs, il continue d'étudier les dynamiques d'apprentissage dans la manipulation du Libor.



Qiming Zhang

Titulaire d'un master en économie (politique économique) de l'Université de Zurich et auparavant, d'une licence d'économie de l'Université de Renmin, en Chine, Qiming Zhang est doctorant en 2eme année au sein de la chaire Gouvernance et Régulation dans le cadre du projet BlablaModes. Ses recherches portent sur l'économie des transports et la politique économique.

Il a également auparavant travaillé à la Banque nationale suisse à Zurich, en tant qu'assistant de recherche pour la collecte et la visualisation de données.



L'équipe des Post-Doctorant(e)s



Vladimir Avetian

Vladimir Avetian est chercheur post-doctorant au sein de la Chaire Gouvernance et Régulation depuis la rentrée 2022, après avoir obtenu son Doctorat en Economie à SciencesPo en septembre 2022. Il est également titulaire d'un Master de l'École d'économie de Paris et d'une Licence de l'École Supérieure d'Economie de Moscou.

Vladimir travaille à partir de données originales à grande échelle, telles que celles générées par les utilisateurs des services numériques et les données textuelles, afin d'aborder des questions sociales majeures et souvent complexes à étudier par les méthodes traditionnelles. Ses domaines de recherche sont centrés sur la microéconomie appliquée, l'économie urbaine et l'économie politique.

Il fait partie de l'équipe du projet BlaBlaModes et coordonne à présent le groupe de travail « Gouvernance publique ».



Kalli Giannelos

Docteure en sciences sociales de l'EHESS, Kalli Giannelos est diplômée de Sciences Po Paris (Master en Arts et Politique), de l'Université Paris-1 (Master Recherche en philosophie), ainsi que de l'Université Paris-Sorbonne (Master Recherche en musicologie). Elle a travaillé dans la coopération culturelle internationale (ICOM, UNESCO), sur la comparaison des écosystèmes d'innovation à l'international (MINES ParisTech), et sur l'innovation responsable dans le secteur des industries culturelles et créatives (C-Factor). Après un premier postdoctorat sur l'éthique de l'innovation et des pratiques participatives (projet européen « PRO-Ethics ») à Sciences Po, elle entame un deuxième postdoctorat sur l'éthique du numérique (projet « Incentivizing Good Digital Governance: Toward a Healthier and More Ethical Online Public Sphere », sur un financement de l'Institut McCourt) également à Sciences Po. En mars 2023, elle rejoint la Chaire Gouvernance & Régulation de l'Université Paris-Dauphine pour un troisième postdoctorat portant sur la gouvernance et la régulation du Métavers. Elle est coauteure (avec Bernard Reber et Neelke Doorn) de l'ouvrage *Responsive Ethics and Participation: Science, Technology and Democracy* (ISTE Ltd/John Wiley & Sons, 2022). Elle est également Marshall Memorial Fellow du German Marshall Fund of the United States. Ses axes de recherche portent sur l'éthique de l'innovation, la démocratie participative, ainsi que l'éthique et la gouvernance du numérique et des technologies émergentes.



Surjasama Lahiri

Chercheur en économie, spécialisé sur la microéconomie appliquée, la théorie des jeux appliquée, l'économie comportementale, l'organisation industrielle et les domaines connexes, Surjasama a obtenu son Doctorat en Economie à l'Université de Deakin, en Australie, en 2021. Il a rejoint la Chaire Gouvernance et Régulation de l'Université Paris Dauphine-PSL à l'automne 2021, pour y poursuivre ses travaux sur la régulation des plateformes numériques. Il s'intéresse en particulier aux approches réglementaires de différents pays pour relever les défis relatifs aux plateformes numériques, notamment le risque pour la vie privée, l'accumulation de mégadonnées, etc. Il pilote le groupe de travail sur les plateformes numériques.



Dianzhuo Zhu

Dianzhuo ZHU est chercheuse post-doctorante au sein de la Chaire Gouvernance et Régulation de l'Université Paris Dauphine-PSL depuis la rentrée 2020. Ancienne doctorante de la Chaire, elle y a soutenu sa thèse en 2020 sur la compréhension des motivations des participants du covoiturage et les impacts de cette pratique. Avant sa thèse, elle a obtenu une double licence en économie et en français à l'University of International Business and Economics, à Pékin et le Master IREN de Dauphine.

Ses centres d'intérêts de ses recherches portent sur l'économie du transport, surtout les rôles de nouveaux modes de transport vers une transition numérique et écologique. Elle est également intéressée par l'économie culturelle.

Elle coordonne scientifiquement, depuis avril 2022, le projet de recherche de la Chaire/Dauphine associé au projet BlablaModes de l'entreprise BlaBlaCar, soutenu par le Programme d'Investissements d'Avenir du Gouvernement et l'ADEME. Le volet recherche y est porté par un consortium constitué par Dauphine, l'ESSEC et PSE.

De 2020 à 2023, Dianzhuo a été impliquée dans le Master IREN (Industrie de Réseau et Économie Numérique) de Dauphine au sein duquel elle a assuré un cours d'économétrie (cours magistral) et le tutorat du mémoire du Master. Pour l'année scolaire 2023-2024, elle coorganise le parcours « transition écologique » où elle crée et enseigne le séminaire fondamental et le cours de spécialisation en transport.



Membre associé et stagiaires de la Chaire



Diego Cebreros
Membre associé

Diego Cebreros est Doctorant en CIFRE à CentraleSupélec et au sein de l'entreprise Stellantis. Son projet de recherche est d'étudier le développement de l'écosystème "Vehicle-to-Grid" (V2G), en particulier la coordination des acteurs pour le partage des informations et la mise en place d'un système d'informations soutenant une intégration durable des véhicules électriques au réseau. Il s'intéresse également à la conception et à la réglementation du marché des systèmes électriques décentralisés et participe au groupe de travail de la Chaire dédié à ce sujet. Avant d'entamer son doctorat, Diego a effectué un stage de plusieurs mois au sein de la Chaire, dans le cadre du Master en Industries de Réseau et Economie Numérique (IREN) de Dauphine dont il est diplômé. Il a aussi travaillé pendant un an en France chez 2DII, un groupe de réflexion axé sur l'alignement des portefeuilles des investisseurs institutionnels sur les engagements en matière de changement climatique. Il avait auparavant travaillé pendant sept ans en Amérique latine en tant que consultant spécialisé dans le changement climatique et la politique énergétique, pour des gouvernements et des agences multilatérales. Diego est également titulaire d'une licence en ingénierie environnementale.



Camille Chekir
Janvier - Mars 2023

Camille Chekir est étudiante à l'Institut Polytechnique de Paris et au sein du Master IREN de Dauphine. Elle est également diplômée de l'ESSEC. Elle effectue son stage en analyse de données pour divers projets de recherche de la Chaire et de l'Institut ACSS.



Éric Hu
Février - Avril 2023

Éric Hu est en troisième année à l'Université de New York (NYU). Il y étudie les mathématiques et l'informatique, et notamment l'analyse des données par Python et SQL. Il s'intéresse au transport optimal et aux mathématiques pour la finance, et fait des recherches sur la régression vectorielle des quantiles. Il effectue son stage en analyse des données (Python et SQL) au sein de l'Institut ACSS.



Callaway Lee
Juin - Juillet 2023

Callaway Lee est en quatrième année à l'Université de Virginie (UVA) aux Etats-Unis. Elle étudie l'économie et le français. Elle mène des recherches sur l'interconnexion entre le droit et l'économie. Elle s'intéresse à l'analyse des données en vue de leur application aux sciences sociales. Elle effectue son stage au sein de l'Institut ACSS dans cette perspective.

Les Chercheurs associés



Hervé Alexandre

Professeur de Finance,
Directeur scientifique de la Chaire FinTech,
Université Paris Dauphine-PSL



Jean Beuve

Maître de Conférences en Économie,
Université Paris I Panthéon-Sorbonne



Christophe Benavent

Professeur de Management,
Université Paris Dauphine-PSL



Eshien Chong

Directeur du Service Economique,
Autorité de la Concurrence



Claudie Boiteau

Professeur de Droit public,
Directrice du Centre de Recherche Droit
Dauphine,
Université Paris Dauphine-PSL



Georges Decocq

Professeur de Droit des affaires,
Université Paris Dauphine-PSL



Anne Epaulard

Professeur d'Économie,
Université Paris Dauphine-PSL



Sophie Harnay

Professeur d'Économie,
Université Paris Nanterre



David Ettinger

Professeur d'Économie,
Université Paris Dauphine-PSL



Daniel Herrera

Maître de Conférences en Économie,
Université Paris Dauphine-PSL



Laurence Folliot-Lalliot

Professeur de Droit public,
Université Paris Nanterre



Henri Isaac

Maître de Conférences en Sciences de
Gestion,
Université Paris Dauphine-PSL



Adrien de Hauteclocque

Chef de cabinet du Président du Tribunal,
Cour de Justice de l'Union européenne



Julien Jourdan

Professeur de Stratégie,
HEC Paris



Emmanuel Lazega

Professeur de Sociologie,
SciencesPo Paris



Stéphane Saussier

Professeur de Sciences de Gestion,
Directeur de la Chaire Économie des
Partenariats Publics Privés,
IAE de Paris



Sophie Méritet

Maître de Conférences en Économie,
Université Paris Dauphine-PSL



Carine Staropoli

Maître de Conférences en Économie,
Université Panthéon-Sorbonne



Yannick Perez

Professeur d'Économie,
CentraleSupélec



Joëlle Toledano

Professeur émérite d'Économie,
Membre de l'Académie des
Technologies,
Membre du CNNum (Conseil National
du Numérique)



Alessandro Riboni

Professeur d'Économie,
École Polytechnique



Alexis Tsoukias

Directeur de recherche en Informatique,
CNRS et LAMSADE,
Université Paris Dauphine-PSL

Les anciens doctorants et post-doctorants

Les anciens doctorants



Maria Teresa Aguilar Rojas

Maria Teresa Aguilar Rojas a été doctorante au sein de la Chaire Gouvernance et Régulation jusqu'à sa soutenance de thèse, en juillet 2022. Sa recherche a porté sur les stratégies utilisées par les acteurs privés et publics pour surmonter les défis de du développement en grande échelle de la mobilité électrique et autonome. Aujourd'hui, elle travaille en tant que consultante économique chez european economics, un cabinet de conseil français spécialisé dans le financement public pour les projets stratégiques de l'Union européenne. Avant de rejoindre la Chaire en novembre 2017, Maria avait travaillé au sein d'une entreprise française de conseil énergétique, Enerdata. Elle a également collaboré avec l'Institut d'Économie Industrielle (IDEI) et le Gouvernement Andorran à propos de l'implémentation d'un programme de compensation des émissions de carbone dans ce pays. Maria est titulaire d'un Master en Économie de l'environnement et des ressources naturelles de l'École d'Économie de Toulouse. Elle a enseigné en tant qu'Attachée Temporaire d'Enseignement et de Recherche à Dauphine-PSL lors de ses deux dernières années de thèse.



Gabriela Aguilera Lizarazu

Gabriela Lizarazu a été doctorante au sein de la Chaire Gouvernance et Régulation de 2021 à l'automne 2023. Elle est titulaire d'un Master en économie internationale et économie du développement, et d'un Master en méthodes quantitatives en économie et finance obtenus à l'Université Paris 1 - Panthéon Sorbonne. Gabriela a également occupé, en tant qu'économiste, des fonctions au sein de la Banque Centrale de Bolivie, du Ministère bolivien du Plan, et du groupe de la Bourse de Londres à Paris (LSEG – Beyond Ratings).



Amanda Alvès

Après avoir soutenu sa thèse au sein de la Chaire à l'automne 2019 sur les stratégies politiques des entreprises au sein de l'UE, Amanda a été recrutée comme Chargée des sujets "harmonisation internationale et européenne des fréquences" au sein de la Direction Générale des Entreprises, au Ministère de l'Économie et des Finances.



Carlos Gonzalez Regalado

Carlos Gonzalez Regalado a été doctorant au sein de la Chaire Gouvernance et Régulation jusqu'à fin 2022, puis y a soutenu sa thèse début 2023. Ses recherches ont porté sur l'analyse des régimes de régulation au sein de l'UE. Avant de rejoindre la Chaire en novembre 2017, il a travaillé pour le gouvernement équatorien sur des sujets liés à l'énergie, au commerce et à la concurrence. Carlos a rejoint la Chaire en étant titulaire d'une licence en économie de l'Université Pontificale Catholique d'Equateur et d'un Master en Économie mathématique et économétrie de l'Université de Tilburg.



Agnieszka Marta Majewska

Actuellement consultante en transformation durable, Agnieszka Marta Majewska a été doctorante au sein de la Chaire Gouvernance et Régulation jusqu'à fin 2022 et a soutenu sa thèse début 2023. Sa recherche a porté sur les stratégies hors marché des entreprises dans le secteur de la grande distribution. Avant de rejoindre la Chaire, Agnieszka travaillait comme chef de projet en développement international consécutivement pour des filiales d'Engie et de Total Energies. Diplômée en 2013 de SciencesPo Paris, elle a également un Master en socio-économie obtenu à l'Université Adam Mickiewicz en Pologne.



Théophile Megali

Théophile a rejoint la Chaire en 2016 pour y préparer sa thèse, soutenue en juin 2020 sur « Régulations Réclamées. Enquête sur le marché de la publicité en ligne et son autorégulation ». Il est actuellement chef adjoint du département "Science des données, numérique et concurrence" à l'Arcom.



Sultan Mehmood

Sultan Mehmood a rejoint la Chaire en 2016 pour y soutenir à l'automne 2019, sa thèse visant à comprendre le fonctionnement des institutions, notamment le système judiciaire. Il est à présent professeur adjoint d'économie à la New Economic School de Moscou et chercheur affilié au programme de droit islamique de la Harvard Law School. Il est également chargé de recherche au Centre for Economic Research in Pakistan (CERP) et au Pakistan Institute of Development Studies (PIDE) au Pakistan.

Les anciens post-doctorants



Antoine Cazals

Antoine Cazals a été chercheur postdoctorant au sein de la Chaire entre septembre 2018 et septembre 2021. Ses recherches se sont attachées à l'analyse des interactions entre institutions économiques et politiques, leurs effets sur le comportement des élus politiques et leurs implications sur des thématiques plurielles dont l'enjeu est au centre des processus de développement économique et social. Antoine Cazals est titulaire d'un Doctorat d'Économie de l'Université Clermont-Auvergne, d'un Master en Économie internationale et d'un autre en gestion de projets obtenus au sein du Centre d'Études et de Recherche sur le Développement International (CERDI). Il est depuis octobre 2021 consultant indépendant en développement et travaille notamment pour l'AFD.



Arrah-Marie Jo

Post-doctorante de la Chaire entre 2019 et 2020, ses recherches portent sur l'économie de la cyber-sécurité. Elle s'intéresse notamment au marché des failles de sécurité pour étudier le comportement des acteurs majeurs de la sécurité, comme les éditeurs de logiciels, les communautés de hackers, et les firmes de sécurité. Arrah-Marie est aujourd'hui enseignante-chercheuse en Economie à l'Institut Mines Télécom Atlantique.



Emmanuel Lorenzon

Post-doctorant de la Chaire de 2017 à 2019, ses recherches portent sur la théorie des enchères et la théorie microéconomique appliquée, en particulier l'organisation industrielle, avec des applications aux marchés numériques. Il utilise principalement des outils théoriques d'enchères et de jeux pour analyser le rôle de l'information asymétrique dans des situations où les agents économiques interagissent de manière stratégique. Par exemple, ses recherches portent sur la valeur de l'information dans les enchères publicitaires en ligne, l'acquisition stratégique de brevets et les litiges en matière de brevets, le lobbying et la concurrence électorale, et l'économie des plateformes. Il est à présent Maître de Conférences en Économie à l'Université Grenoble-Alpes et chargé de recherche au GAEL.



Ju Qiu

Post-doctorante de la Chaire jusqu'en 2021, Ju Qiu travaille sur la microéconomie appliquée. Elle a travaillé sur un large éventail de sujets de recherche, tels que le partage informel des risques, les réseaux sociaux, la migration et l'épidémie d'obésité. Son projet de recherche actuel traite des choix de produits et de l'introduction de nouveaux médicaments par les sociétés pharmaceutiques dans le cadre des réformes de la réglementation des prix en Chine, en utilisant l'ensemble de données du FMI. Elle a été recrutée comme professeure assistante à la China Europe International Business School en Septembre 2021.



Jordana Viotto

Post-doctorante de la Chaire de 2017 à 2019, elle s'intéresse à l'économie des plateformes numériques, aux marchés axés sur les données et à l'entrepreneuriat. Elle est aujourd'hui professeure associée au sein de la University of Edinburgh Business School et chercheuse associée de la Chaire.



Alexandre Volle

Titulaire d'un Doctorat d'Économie de l'Université de Montpellier et d'un Master recherche de Paris School of Economics, Alexandre Volle a été chercheur post-doctorant au sein de la Chaire Gouvernance et Régulation sur le projet des complémentaires santé en 2020-2021. Ses centres d'intérêt portent d'une part sur l'effet et l'atténuation des phénomènes de sélection adverse et d'aléa moral sur les marchés verts et sur ceux de l'assurance maladie, du point de vue de l'organisation industrielle de ces marchés. D'autre part, Alexandre a aussi développé des travaux sur l'économie institutionnelle, en particulier dans le domaine parlementaire. Il est Maître de Conférences en Économie à l'Université de Pau et des Pays de l'Adour depuis la rentrée 2021.



Jean-Marc Zogheib

Post-doctorant en 2020-2021 au sein de la Chaire Gouvernance et Régulation sur le projet des complémentaires santé, ses recherches incluent la politique et la réglementation de la concurrence dans les industries de réseau, mais également l'économie numérique et l'économie de la vie privée. Jean-Marc Zogheib est aujourd'hui Maître de Conférences en Économie à l'Université Paris Nanterre.

Les séminaires de recherche

17 janvier 2023 | Séminaire académique, **Anat Vaturi, Université de Haïfa, Israël**, "From Bankers to Managers: Formal Institutions and Jewish Occupational Structure in Pre-Modern Poland"

17 janvier 2023 | Séminaire académique, **Nathaniel Persily, Faculté de droit de Stanford, Etats-Unis**, "Will 2023 Be a Turning Point for Tech Problems and Tech Policy?"

24 janvier 2023 | Séminaire académique, **Carlos Pereira, École brésilienne d'administration publique et commerciale à la Fondation Getulio Vargas, Brésil**, "Who needs RIA? Regulatory Impact Analysis as a strategic shield against political interferences"

27 janvier 2023 | Séminaire académique, **Emmanuelle Mathieu, Université de Lausanne, Suisse**, "Renewable energy policies and the re-politicization of electricity governance in the UK, Mexico and Morocco"

27 janvier 2023 | Séminaire académique, **Francesc Trillas, Université autonome de Barcelone, Espagne**, "Thinking about Public Ownership"

14 février 2023 | Séminaire académique, **Joao Granja, University College de Londres, Royaume-Uni**, "Regulation and Service Provision in Dynamic Oligopoly: Evidence from Mobile Telecommunications"

21 mars 2023 | Séminaire académique, **Nadia von Jacobi, Université de Trento, Italie, et Stefan Voigt, Université de Hambourg, Allemagne**, "Folklore, moral foundations, and their economic consequences"

28 mars 2023 | Séminaire académique, **Özlem Bedre-Defolie, ESMT Berlin, Allemagne**, "Hybrid Platform Model: Monopolistic competition and dominant firm"

30 mai 2023 | Séminaire académique, **Lisa Bernstein, Université de Chicago, Etats-Unis**, "Private Ordering and the Network Basis of Trade: From Cliques to Small Worlds"

10 octobre 2023 | Séminaire académique, **Mathieu Leduc, PSE-École d'économie de Paris, France**, "Corporate Culture and Organizational Fragility"

12 décembre 2023 | Séminaire académique, **Saumitra Jha, École supérieure de commerce de Stanford, Etats-Unis**, "Wars and Freedoms"

Janvier - Décembre 2023 | Séminaires internes de **l'équipe recherche** : 18 séances dédiées à la discussion des thèses et projets en cours au sein de l'équipe des doctorants et post-doctorants de la Chaire.



Publications académiques

Articles

Alexandre H., Woo K. (2023), "A Case Study of Ant Finance's Innovation Journey — From a Platform Economy Perspective", *World Scientific Annual Review of Fintech*, vol. 1, n°1

Benavent C. (2023), "Comment l'apprentissage artificiel change notre monde", *Pouvoirs*, n°2, p. 39-49

Beuve J., Moszoro M., Spiller P. (2023), "Doing It by the Book: Political Contestability and Public Contract Renegotiations", *The Journal of Law, Economics, and Organization*, vol. 39, p. 281-308

Beuve J., Porcher S., Cristofini O., Gimenez J. (2023), "Digital Transformation of Local Public Services and Public Value: Insights from the Case of Public Health Services and Professional Training in France", *Gestion et management public*

Boiteau C. (2023), "Crise de l'énergie - Causes et manifestations de la crise de l'énergie", *Revue française de droit administratif*, vol. Mars 2023, n°1, p. 9-15

Brousseau E., Glachant J-M. (2023), "Institutions of International Economic Governance: dynamics and challenges", in E. Brousseau, J.-M., Glachant & J. Sgard (eds), *The Oxford Handbook of Institutions of International Economic Governance and Market Regulation*, Oxford University Press

Brousseau E., Glachant J-M. (2023), "A Bird's-Eye View of the Institutions of International Economic Governance", in E. Brousseau, J.-M., Glachant & J. Sgard (eds), *The Oxford Handbook of Institutions of International Economic Governance and Market Regulation*, Oxford University Press

Brousseau E. (2023), "The Role of Legitimacy in the Design and Competition between Institutions: the case of Internet Governance", in E. Brousseau, J.-M., Glachant & J. Sgard

(eds), *The Oxford Handbook of Institutions of International Economic Governance and Market Regulation*, Oxford University Press

Brousseau E., Dalle J-M. (2023) "Innovation and Cohesion Policies In The Context Of Global Competition: Towards A European "Venture Commons"" in M. Ratto and I. P. Székely (eds) *A New Era for Europe Volume II: Emerging challenges*, Publication Office of the European Union

Cazals A., Volle A., El Rafhi B. (2023), "Another Wind of Change? Evidence about Political Outsiders in the French Parliament", *Revue d'Economie Politique*, vol. 133, p. 203-231

Decocq G. (2023) "Le secret dans la vie économique (droit bancaire, droit des affaires) ", Titre VII, *Les cahiers du Conseil constitutionnel*, n° 10, Dossier sur le secret

Decocq G. (2023) "Quelques réflexions autour de la publication des sanctions de l'ACPR", *revue Banque & Droit*, Hors-série, p. 18

Harnay S. (2023) "Richard A. Posner: from Public Choice Theory to Economic Analysis of Law (1969-1973)", *History of Economic Ideas*, XXXI, 3

Harnay S., Dauchez C., Chaserant C. (2023), «L'enjeu de la confiance», numéro spécial "Les politiques numériques notariales" (1^{ère} partie), *La semaine juridique notariale et immobilière*, n°9, pp. 47-50

Harnay S., Dauchez C., Chaserant C. (2023), "La clarification de la réglementation notariale sur la publicité personnelle", *Libre Propos, La semaine juridique notariale et immobilière*, n°9

- Harnay S., Monnery B., Joseph-Ratineau Y., Kerléo J-F.** (2023), "Atteintes à la probité: données, diagnostic et recommandations", *AJ Pénal*, pp. 169-173
- Isaac H.** (2023), "Pour en finir avec l'acronyme GAFAM", *Pouvoirs*, p. 7-17
- Jourdan J., Fini R., Perkmann M., Toschi L.** (2023), "A new take on the categorical imperative: Gatekeeping, boundary maintenance, and evaluation penalties in science", *Organization Science*, vol. 34
- Jourdan J., Piazza A.** (2023), "The Publicization of Organizational Misconduct: A Social Structural Approach", *Academy of Management Journal*
- Lazega E., Zipf M., Glückler J., Khuchua T., Lachapelle F., Hoffmann J.** (2023), "The Judicial Geography of Patent Litigation in Germany: Implications for the Institutionalization of the European Unified Patent Court", *Social Sciences*, vol. 12
- Mehmood S., Seror A.** (2023) "Religious leaders and rule of law", *Journal of Development Economics*, vol. 160
- Mehmood S., Seror A., Chen D.** (2023) "Ramadan fasting increases leniency in judges from Pakistan and India", *Nature human behaviour*, p. 1-7
- Mehmood, S., Ali B.** (2023) "Judicial Capture", *The Economic Journal*
- Mehmood S., Chen D., Naseer S.** (2023), "Enhancing Public Officials' Altruistic Behavior through Training Programs", *Revise and Resubmit at the Journal of Development Economics*
- Mehmood S., Chen D., Naseer S.** (2023), "Transmitting Rights" *Revise and Resubmit at the American Economic Journal: Economic Policy*
- Perez Y., Arowolo W.** (2023), "Which developing countries are ripe for electric vehicle investment? An analytical framework", *International Journal of Automotive Technology and Management*, vol. 23
- Perez Y., Freitas Gomes I., Abdin A., Puchinger J.** (2023), "Unlocking Flexible Electric Vehicle Charging via New Rate Design", *The Energy Journal*, Vol. 45
- Perez Y., Rojano-Padrón A., Metais M-O., Ramos-Real F.** (2023), "Tenerife's Infrastructure Plan for Electromobility: A MATSim Evaluation", *Energies*, vol. 16
- Perez Y., Arowolo W.** (2023), "Rapid decarbonisation of Paris, Lyon and Marseille's power, transport and building sectors by coupling rooftop solar PV and electric vehicles", *Energy for Sustainable Development*, vol. 74
- Riboni A., Ruge-Murcia F.** (2023), "The power of the Federal Reserve chair", *International Economic Review*, vol. 64
- Saussier S., Mayol A.** (2023), "Remunicipalization of water services in France and inter-municipal cooperation: who's at the helm?", *Local Government Studies*, p. 1-20
- Staropoli C., Jullien C., Khalfallah H., Pignon V., Robin S.** (2023), "An experimental study of capacity remuneration mechanisms in the electricity industry", *Journal of Energy Markets*, vol. 15
- Toledano J.** (2023), "La Commission européenne, la norme et sa puissance", *Pouvoirs*, n°185, p. 83-95
- Tsoukiàs A., Bellenguez O., Brauner N.** (2023), "Is there an ethical operational research practice? And what this implies for our research?", *EURO Journal on Decision Processes*, vol. 11
- Tsoukiàs A., Raboun O., Chojnacki E.** (2023), "Dynamic-R: a "challenge-free" method for rating problem statements", *Annals of Operations Research*, vol. 325
- Tsoukiàs A., Colorni A.** (2023), "What is a decision problem?", *European Journal of Operational Research*
- Tsoukiàs A., Kirat Th., Tambou O., Do V.** (2023), "Fairness and Explainability in Automatic Decision-Making Systems. A challenge for computer science and law", *EURO Journal on Decision Processes*, vol.11
- Tsoukiàs A., Raboun O., Khelladi A., Öztürk M.** (2023), "Bi-oriented graphs and four valued logic for preference modelling", *Annals of Operations Research*, p. 1-24
- Volle A., González P.** (2023), "Championing and Shaming Strategies in a Credence Good Market: Which One to Use?", *Journal of Economics & Management Strategy*

Ouvrages et Chapitres d'ouvrages

Brousseau E., Glachant J.-M., Sgard J. (online 2023), Edition of "The Oxford Handbook of Institutions of International Economic Governance and Market Regulation", *Oxford University Press*

Folliot-Lalliot L. (2023), "Obligations et pouvoirs de l'administration dans un contrat administratif", *JurisClasseur Contrats et Marchés Publics*, 1998, 2008, réédition et refonte complète : Janvier 2023. Fascicule 32, *JurisClasseur Contrats et Marchés Publics*, N°MC19A-00080 - 1,2023, Lexis Nexis

Harnay S. (2023), Recension de l'ouvrage "L'expropriation par le droit : propriété intellectuelle, valeur et travail", Christian Bessy, éditions de l'EHESS (2022), *Vie des Idées*, 9 février 2023.

Hauteclocque A., (2023) "À l'Intersection de la Politique Énergétique et de la Politique Numérique de l'Union", in Bertrand (ed.), *La Politique Européenne du Numérique*, Larcier/Bruylant

Jourdan J. (2023), "Scandal as moral interaction: Towards A new perspective on the publicization of organizational misconduct", *Organizational wrongdoing as the "foundational" grand challenge: Definitions and antecedents*, p. 73-93

Zogheib J.-M. (2023), "Effet de réseau", Dictionnaire de droit de la concurrence, sous la direction de Muriel Chagny, Emmanuel Combes, *Concurrences*, Art. N° 12231

Zogheib J.-M. (2023), "Barrière à l'entrée", Dictionnaire de droit de la concurrence, sous la direction de Muriel Chagny, Emmanuel Combes, *Concurrences*, Art. N° 12145, (2023).



Working papers

Brousseau E., Chaves B., Luksic J.D. (2023), "Political polarization dynamic during the covid-19 in developed countries" Working Paper, Governance & Regulation Chair, University Paris Dauphine-PSL

Brousseau E., Chaves B., Romero Moreno J.C. (2023), "Classifying political speeches from the European Parliament using Structural Topic modelling and the Manifesto Project", Working Paper, ACSS Institute, University Paris Dauphine-PSL

Brousseau E., Ollier J.-Y. (2023), "Compared dynamics of German and French regulatory governances", Working Paper, Governance & Regulation Chair, University Paris Dauphine-PSL

Volle A., Loper J. (2023), "Fighting Climate Change: Private Politics and Public Regulation"

Volle A., Olave-Cruz I., Stephan M., Zhu D. (2023), "Improving Carpooling Carbon Mitigation: Insight from France"

Zogheib J.-M., Cosnita-Langlais A., Darmon E. (2023), "In-house vs. Outsourced Data Analytics : Implications on Competition and Consumer Targeting"

Zogheib J.-M. (2023), "Personalized Pricing with Linear Demand: A Note", mimeo

Zogheib J.-M., Bernard O. (2023), "Citizen Science, Platforms, and Project Implementation"

Zogheib J.-M. (2023), "Privacy, Competition, and Multi-Homing"

Zogheib J.-M., Bourreau M. (2023), "Public vs. Private Investments In Network Industries"

Notes

Decocq G. (2023) "La tête d'un réseau de distribution peut exploiter abusivement une position dominante", note sous CJUE, 19 janvier 2023, aff. C-680/20, Unilever Italia, RJCom. Février 2023

Decocq G. (2023) "Une autorité de concurrence d'un État membre peut analyser au regard de la prohibition des abus de position dominante une opération de concentration ayant échappé au contrôle ex ante", note sous, CJUE, 16 mars 2023, aff. C-449/21, Towercast, RJCom. Août 2023

Decocq G. (2023) "Le prix de revente minimal imposé et la définition des ententes prohibées", note sous CJUE, 29 juin 2023, aff. C-211/22, Super Bock Bebidas SA, RJCom. Décembre 2023.

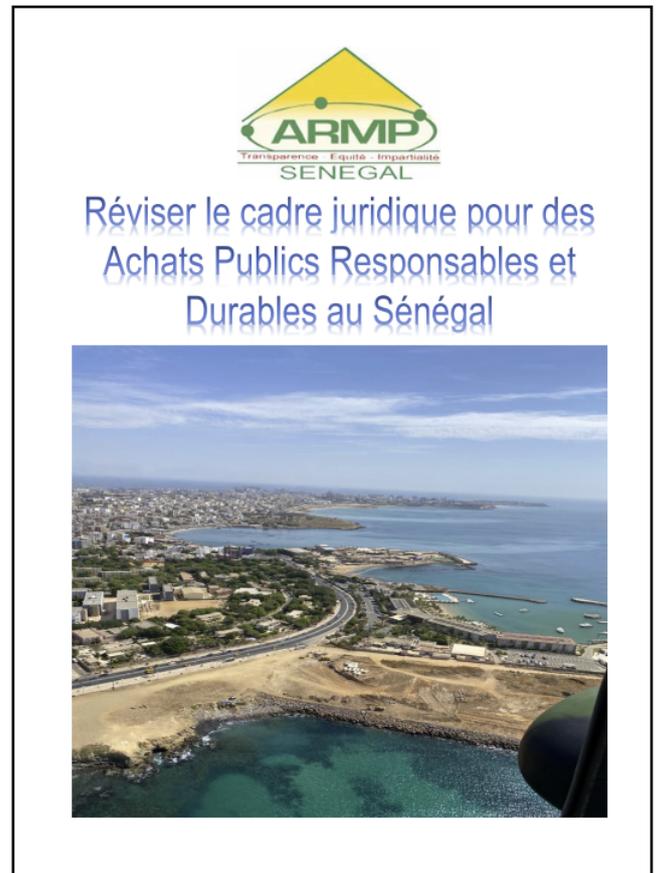
Épaulard A., Allain M-L. (2023), "Petits commerces: déclin ou mutation?", Notes du Conseil d'analyse économique, vol. 77, p. 1-12

Isaac H. (2023) "Quel avenir économique pour l'Open Web ? », Renaissance Numérique, 12 pages

Rapports

Folliot-Lalliot L., (2023), Rapport ADP - Réviser le cadre juridique pour des Achats Publics Responsables et Durables au Sénégal, Autorité de Régulation des marchés publics du Sénégal

Isaac H., Lucas J-F., Galissaire J., (2023) Rapport "Gouverner le Metavers & l'internet de demain", Renaissance Numérique, 113 pages



Formation

4

FORMATIONS INITIALES
DE MASTER 2

20^{ème}

EDITION DE L'ÉCOLE DE
PRINTEMPS IOEA

60

VIDÉOS PÉDAGOGIQUES
"LEARN IOE" TOURNÉES
JUSQU'EN 2023
18 CONTRIBUTEURS

1

PROJET DE FORMATION EXECUTIVE
52 VIDÉOS TOURNÉES A FIN 2023

« Rejoindre le master IREN a été un tournant décisif dans mon parcours académique et professionnel d'économiste. L'approche pédagogique par la recherche, de même que les échanges avec les partenaires professionnels, m'ont permis d'approfondir ma compréhension des dynamiques qui animent les secteurs des technologies de l'information et de la communication. »

Martin DELVILLE

Major de promotion 2022-2023

Les Formations initiales

MASTER
02 IREN
Industries de Réseau et Économie Numérique

Master Industries de Réseau et Économie Numérique (IREN)

Le Master Industries de Réseau et économie Numérique (IREN), dirigé par Éric Brousseau, cohabilité entre Dauphine | PSL, l'Ecole Polytechnique, Télécom Paris et l'Université Paris-Saclay, a pour objectif de former des étudiants de haut niveau maîtrisant les principes de fonctionnement des industries de réseau et de l'économie numérique, dotés de capacités d'analyse et de méthodologie permettant de suivre des phénomènes en forte évolution, soit dans l'univers de la recherche et de l'enseignement supérieur, soit à des postes opérationnels dans les entreprises, les administrations, les groupements de consommateurs ou d'utilisateurs et les institutions de la régulation.

<http://masteriren.eu>

D MASTER
SYSTÈMES D'INFORMATION,
RÉSEAUX ET NUMÉRIQUE
MANAGEMENT DES TÉLÉCOMS ET DES MÉDIA - 226

Master Management des Télécoms et des Médias

Au cœur des mutations médiatiques actuelles, le Master Management des Télécoms et des Médias (Master 226), dirigé par Henri Isaac, permet à des étudiants aux profils variés d'acquérir des compétences dans le domaine de la transformation numérique du secteur de la communication. Cette filière universitaire ouverte sur la vie professionnelle a plus de 30 ans d'expérience et est conçue pour préparer à des spécialités pour lesquelles les étudiants trouveront aisément des débouchés tant en France qu'à l'étranger.

<https://dauphine.psl.eu/formations/masters/systemes-information-reseaux-et-numerique/m2-management-des-telecoms-et-des-medias>



DROIT ET RÉGULATION
DES MARCHÉS - 291

Master Droit et Régulation des Marchés

Le Master Droit et Régulation des Marchés (Master 291), dirigé par Claudie Boiteau, répond aux nouvelles exigences de qualification professionnelle des juristes dont les fonctions nécessitent, dans le domaine des marchés régulés, la compréhension et la maîtrise des réglementations et procédures, notamment contentieuses, ainsi que des mécanismes économiques associés.

<https://dauphine.psl.eu/formations/masters/droit/m2-droit-et-regulation-des-marches>



BANQUE ET FINANCE - 224

Master Banque et Finance

Le Master Banque et Finance (Master 224), dirigé par Hervé Alexandre, offre une formation qui couvre l'ensemble des métiers et des activités bancaires et financières afin de donner aux étudiants une solide culture professionnelle et scientifique et de leur permettre d'opérer des choix de spécialité grâce à un jeu d'options et de modules largement diversifiés.

<https://dauphine.psl.eu/formations/masters/finance/m2-banque-et-finance>

La Formation en ligne : Learn IOE



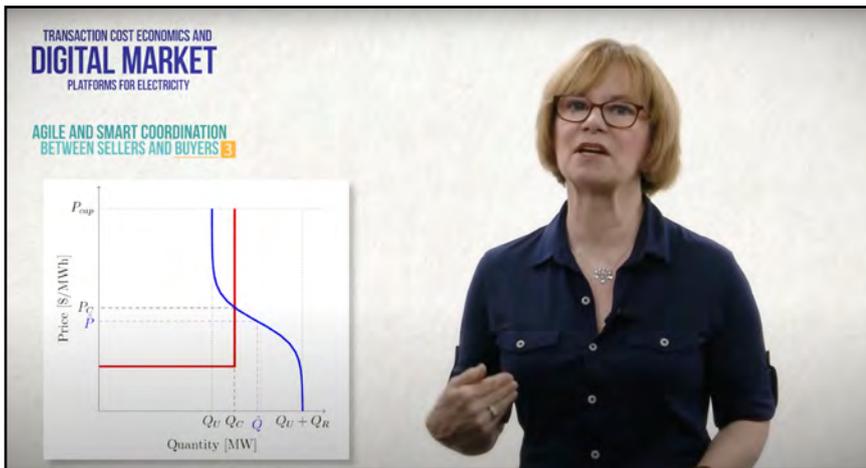
En s'appuyant sur son solide réseau international, notamment la Society for Institutional and Organizational Economics (SIOE) et l'Institutional and Organizational Economics Academy (IOEA, école annuelle de printemps de la Chaire), la Chaire a mis au point une série de tutoriels vidéos disponibles en libre accès en ligne, portant sur les fondements de l'économie des institutions et des organisations.

Organisé autour de séquences d'une dizaine de minutes chacune, qui peuvent s'articuler entre elles et être complétées par des informations comme des textes de référence, le projet Learn IOE s'adresse aux étudiants et aux chercheurs travaillant sur l'économie de la gouvernance et s'intéressant aux interactions entre dynamiques politiques, sociales, institutionnelles et économiques. L'ensemble a vocation à devenir une ressource de référence qui s'enrichit avec le temps comme cela a continué d'être le cas en 2023 : « Learn IOE » propose à présent une soixantaine de vidéos.

Ces tutoriels en ligne, tous en anglais portent notamment sur :

- La raison d'être de la régulation
- L'économie politique de la régulation et des institutions
- La théorie des enchères
- Le market design
- Les déterminants de la politique environnementale
- La gouvernance économique
- La commande publique
- ...





Organisation de la plateforme par thématiques

Governance Regimes

Organizations

Political and Institutional Dynamics

Institutions, Exchange and Coordination

Le projet de formation «executive »

Avec ses partenaires consultants, la Chaire élabore un programme de formation "executive".

En effet, la Chaire peut apporter une véritable valeur ajoutée en matière de formation exécutive du fait des contenus dont elle dispose déjà et de la diversité des expertises qu'elle réunit, tant du côté académique que de l'expertise des praticiens.

D'une manière générale, il est apparu essentiel d'articuler :

- des contenus accessibles en ligne sur les fondamentaux de la régulation, ainsi que ses aspects techniques, nécessitant de la pédagogie plus que de l'échange ;
- des sessions en interactions directes, permettant de développer des échanges entre les participants et également entre ces derniers et les experts, notamment en introduction des modules en ligne, puis à mi-formation et en fin de formation.

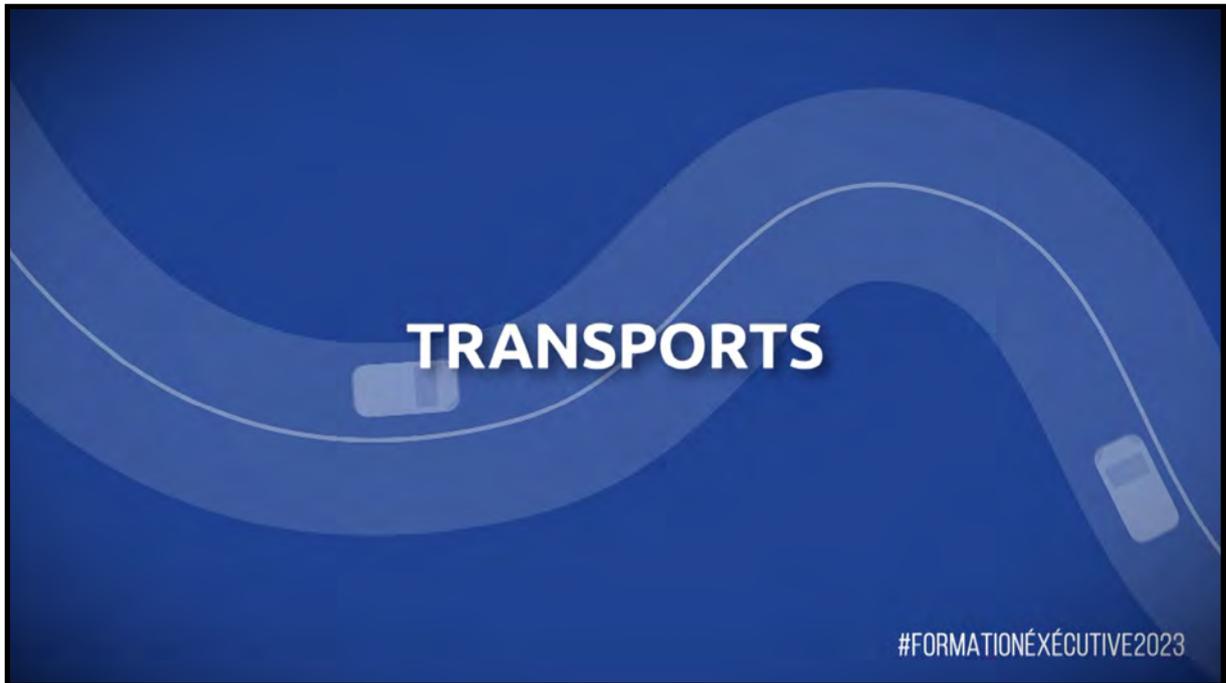
Le contenu du volet en ligne est organisé autour de thématiques, déclinées en sujets de cours faisant l'objet d'au moins 3 courtes vidéos.

Les vidéos peuvent être recombinaées compte-tenu des attentes et des objectifs pédagogiques.

Ces tutoriels modulables ont été développés tout au long de l'année 2023 : 34 vidéos pilotes ont été tournées entre juillet 2021 et octobre 2022, avec les partenaires consultants de la Chaire et des membres du Club des Régulateurs. La conception, le tournage et la réalisation de nouvelles vidéos ont été planifiés tout au long de l'année 2023, avec 18 vidéos réalisées en plus, soit un total de 52 vidéos. Ces tournages se poursuivront en 2024.

Un site internet est également en construction.





20^{ème} édition de l'IOEA

La Chaire Gouvernance et Régulation organise chaque année l'Institutional and Organizational Economics Academy (IOEA), une école de printemps qui s'adresse à des jeunes chercheurs souhaitant approfondir leur connaissance du domaine au contact des meilleurs spécialistes mondiaux de ce champ. Et, comme chaque année, l'édition 2023 s'est déroulée au sein de l'Institut d'Études Scientifiques du CNRS à Cargèse (Corse, France).

L'IOEA cherche à la fois à promouvoir le développement de l'économie des institutions et des organisations et à renforcer l'influence de la recherche européenne au sein de la communauté internationale concernée. L'économie des institutions et des organisations a été l'un des champs de recherche les plus féconds en économie durant les trente dernières années. Elle s'intéresse à l'analyse théorique et empirique de la diversité des mécanismes, formels et informels, permettant la coordination économique, les interactions entre ces différents mécanismes ainsi que leurs conséquences sur les performances des organisations et le développement économique et social.

Fondée en 2002 et avec plus de 1000 alumni, l'IOEA s'est désormais imposée comme l'un des événements marquants de la recherche en économie des institutions et des organisations.

L'évènement est fédérateur d'un réseau majoritairement européen, mais également très actif au plan plus global. La mobilisation d'une communauté scientifique de haut niveau, le soutien réitéré d'un certain nombre d'institutions, l'implication d'un noyau dur d'organisateur, et le développement d'outils numériques ont largement contribué à la réussite de l'IOEA dans la durée.

Cette année, l'IOEA a réuni 19 professeurs et 38 participants du monde entier pour une semaine d'échange et de partage de connaissance.

Plus d'informations sur le site de l'IOEA : <https://www.ioea.eu/>.





Edward Balleisen
Université de Duke
(États-Unis)



Lisa Bernstein
Université de Chicago
(États-Unis)



Sonia Bhalotra
Université de Warwick
(Royaume-Uni)



Ron Boschma
Université d'Utrecht
(Pays-Bas)



Francisco Brahm
London Business School
(Royaume-Uni)



Tore Ellingsen
Stockholm School of Economics
(Suède)



Camilo Garcia-Jimeno
Federal Reserve Bank of Chicago
(États-Unis)



Germain Gauthier
ETH Zürich
(Suisse)



Saad Gulzar
Université de Princeton
(États-Unis)



Gillian Hadfield
Université de Toronto
(Canada)



William E. Kovacic
George Washington University Law School
(États-Unis)



Claire Lelarge
Université Paris-Saclay
(France)



Georgios Melios
London School of Economics
(Royaume-Uni)



Carlos Pereira
Getulio Vargas Foundation
(Brésil)



Giacomo A.M. Ponzetto
CREI, UPF et Barcelona GSE
(Espagne)



Davin Raiha
Université de Notre Dame
(États-Unis)



Juan Santaló Mediavilla
IE Business School
(Espagne)



Elie Sung
HEC Paris
(France)



Christian Zehnder
Université de Lausanne
(Suisse)



Débat

92
INTERVENANTS

10
CONFÉRENCES ET
DÉBATS

14
VIDÉOS : REPLAYS ET
INTERVIEWS

15
NOTES DE RÉFLEXION ET
D'ÉCLAIRAGE : SYNTHÈSES DE
CONFÉRENCES, PRESSE



Les conférences et débats 2023

The opening up to competition of passenger rail transport in Europe

Conférence

Centre Droit Dauphine (CR2D) et
Chaire Gouvernance et Régulation

3 février 2023



This conference on the opening up of passenger rail transport to competition in Europe is part of a series of conferences on the rail sector initiated in 2021. We started with the French case bringing together academics and players of the sector.

The objective of this second conference is to develop this study through comparative law.

France, with the law of June 28th 2018 known as the "new rail pact", transposing EU Directive 2016/2370 of Dec 14th 2016 on the opening up of the market for national rail passenger transport services, is one of the last European States to have opened up its domestic passenger transport services to competition. The aim is now to analyze the ways in which our European neighbours have done so.

Several questions arise in order to analyze the concrete results of opening up to competition in the European States, and these can form the backbone of the discussions : What methods of opening up to competition and modalities of organization of the sector have been adopted in these States? Has competition really taken hold and have consumers seen the benefits? Are there still obstacles to full and effective competition? Have disputes arisen and have they led to changes in the organization and regulation of the sector?

This conference enabled us to compare the points of view of European academics and various players in the sector, whether they are operators, regulators or judges in the different selected countries.

Intervenants :

Claudie Boiteau | Professeur de droit public ; Directrice du Centre Droit Dauphine (CR2D), Université Paris Dauphine-PSL

Éric Brousseau | Professeur d'économie et de management ; Directeur Scientifique de la Chaire Gouvernance et Régulation, Université Paris Dauphine-PSL

Caroline Chabrol | Directrice de projet pour le développement international, SNCF Voyageurs

Paolo Chirulli | Professeur de droit, Université de Rome, Italie

Elisabeth Cotte | Directrice des affaires juridiques, ART France

Monica Delsignore | Professeur de droit, Université de Milan-Bicocca, Italie

Elisabetta Garofalo | Officière juridique du département général Transport et Mobilité, Commission Européenne

Andrea Giuricin | Professeur d'économies des transports, Université Milan-Bicocca, Italie ; PDG, TRA consulting

Séverin Grandcolas | Gestionnaire des cas et agent des politiques du département de la concurrence, Commission Européenne

Grahame Horgan | Chef de la concurrence, Office of Rail and Road (ORR), Royaume-Uni

Aurore Laget-Annamayer | Professeur de droit, Université Paris Dauphine-PSL

Stéphane de La Rosa | Profession de droit, Université Paris-Est Créteil

Alix Lecadre | Directrice des offres et professions ferroviaires, Transdev

Juan José Montero Pascual | Professeur de droit, UNED/ Université de Madrid, Espagne

Karseten Otte | Chef du département de régulation ferroviaire, Federal Network Agency, Allemagne

Luisa Perrotti | Cheffe des affaires européennes et des relations internationales, ART Italie

Tony Prosser | Professeur de droit, Université de Bristol, Royaume-Uni

Stefan Remmert | Chef de la politique réglementaire générale, Deutsche Bahn

Roberto Rinaudo | Président, Trenitalia France

Stéphane Rodrigues | Maître de conférences en droit public et droit européen, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne

Olivier Salesse | Directeur du transport ferroviaire, ART France

Ivan Santos | Chef de l'unité ferroviaire du département de régulation des transports, Commission Nationale des Marchés et de la Concurrence (CNMC), Espagne

Christian Schneider | Partenaire BPV Hügel, Allemagne et Autriche

Alfredos Theodorakopoulos | Assistant juridique, Cour de Justice de l'Union Européenne

Modérateurs :

Antoine Louvaris | Professeur de droit, Université Paris Dauphine-PSL

Patricia Perennes | Consultante, Trans-Missions

La régulation des contenus en ligne

Petit-déjeuner débat

Chaire Gouvernance et Régulation

16 mars 2023

Le Digital Services Act (DSA) a été approuvé par le conseil de l'UE fin octobre 2022 et sa mise en œuvre est prévue pour le début de l'année 2024. Le DSA vise à renforcer la protection des internautes européens en imposant de nouvelles obligations aux opérateurs numériques en ce qui concerne la légalité des contenus, la transparence des mécanismes de recommandation et de publicité, les risques de désinformation. Sa mise en œuvre a des implications majeures pour ces opérateurs et présente des défis pour les régulateurs.

Les opérateurs devront mettre en œuvre des changements opérationnels importants et probablement coûteux pour se conformer aux nouvelles obligations (et pour éviter des pénalités pouvant atteindre 6 % du chiffre d'affaires). Ils devront également partager avec les autorités, des auditeurs et des chercheurs accrédités, des informations commercialement sensibles, telles que des algorithmes et des données clés. Sur le plan réglementaire, l'application du DSA sera sous la responsabilité des autorités nationales, sauf en ce qui concerne les très grands opérateurs qui seront supervisés par la Commission.

Cela implique une coordination entre les régulateurs des différents États membres, la Commission, et potentiellement entre les différentes autorités responsables de la supervision du secteur numérique au niveau national, afin de s'assurer de la cohérence des décisions ayant un impact sur les opérateurs.

Jean Cattan | Secrétaire général, Conseil national du numérique (CNNum)

Éric Garandeau | Directeur des Affaires Publiques, TikTok France

Benoît Loutrel | Membre du Collège, Président du groupe de travail « Supervision des plateformes en ligne », ARCOM

Modérateur : Luis Campos, Directeur associé, Frontier Economics



Régulation et finance durable

Petit-déjeuner débat

Chaire Gouvernance et Régulation

1^{er} juin 2023



La stratégie de l'Union européenne s'agissant de la finance durable repose sur une classification des activités économiques durables évolutive et non contraignante, appelée la taxonomie européenne verte, qui a pour objectif, d'une part, d'orienter les investissements vers les activités qualifiées de durables et, d'autre part, d'empêcher la promotion d'investissements dans des activités dont les caractéristiques environnementales ne seraient pas réellement durables (greenwashing). Instituée par le Règlement Taxonomie adopté le 18 juin 2020, cette classification n'interdit en soi aucun investissement dans les activités qui ne seraient pas durables.

Les obligations de publication extra-financières (reporting) des entreprises financières (gestionnaires d'actifs, établissements de crédit, entreprises d'investissement et entreprises d'assurance et de réassurance) et non-financières ont été renforcées par le Règlement Taxonomie et leur champ d'application sera élargi à partir de 2024, avec l'entrée en vigueur de la Directive CSRD (Corporate Sustainability Reporting Directive) du 14 décembre 2022. La transposition nationale de celle-ci soulève plusieurs questions : articulation avec le droit interne en vigueur et compétences en cas de manquement, notamment.

Ces divers sujets d'actualité autour de la finance durable doivent être appréhendés par les entreprises concernées devant comprendre la nouvelle régulation et les nouvelles responsabilités issues des obligations de sincérité et d'exactitude de la communication extra-financière, ainsi que le devoir de vigilance dont les contours vont encore évoluer.

Pierre-Alix Binet | Responsable affaires institutionnelles et réglementaires, La Banque Postale

Anne Demartini | Économiste, Division Études, Stabilité financière et Risques, Autorité des Marchés Financiers (AMF)

Valérie Derambure | Directrice RSE, Groupe BPCE

Modératrice : Christine le Bihan-Graf, Associée du Cabinet De Pardieu Brocas Maffei.

Data sharing in Europe: DGA and DA, from legal consensus achievement to implementation by stakeholders

Conférence

Gaia-X Institute et Chaire Gouvernance et Régulation

19 septembre 2023



In the context of European strategy for data announced by the EU in 2020, the Data Act (DA) has been adopted in June 2023, and the Data Governance Act (DGA) will enter into force in September. There is widespread interest among stakeholders involved in data-sharing ecosystems in understanding the impact of and strategies for implementing this new regulatory framework.

Indeed, the DGA is initiating a regime of opt-in provisions for data intermediaries, and the DA obligations are subject to significant margins of legal interpretation, while no European Data regulator is created to oversee the implementation. The industry, in cooperation with public authorities, is therefore developing, experimenting, and scaling up governance solutions such as automated compliance tools, trust and labelling frameworks, clearing houses, aimed at facilitating the development of efficient, fair and secured data sharing spaces or data markets. The way value is created and distributed through data sharing, and the way costs are shared, are also essential dimensions of the arrangements governing digital ecosystems, with significant impacts on value creation by the models, as well as their sustainability, and the competitiveness of the involved stakeholders.





Jean-Noël Barrot | Ministre délégué chargé de la transition numérique et des télécommunications, ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique, France

Pascal Belmin | Vice-président, chef de l'aviation et des affaires réglementaires de l'Union Européenne, Airbus

Franziska Brantner | Secrétaire d'État parlementaire, ministère fédéral de l'Économie et de la Protection du Climat, Allemagne

Éric Brousseau | Professeur d'économie et de management ; Directeur Scientifique de la Chaire Gouvernance et Régulation, Université Paris Dauphine-PSL

Lucas Eustache | Doctorant, Chaire Gouvernance et Régulation, Université Paris Dauphine-PSL

Oliver Ganser | PDG, Association et consortium industriel Catena-X

Martine Gouriet | Directrice des usages numériques, EDF ; Directrice, Gaia-X

David Krieff | Directeur des systèmes d'information, Groupe APD

Véronique Lacour | Directrice exécutive du Groupe Transformation et Efficacité Opérationnelle, EDF

Oscar Lazaro | PDG, Innovalia

Boris Otto | Professeur de gestion de l'information industrielle, Université technique de Dortmund ; Directeur exécutif, Fraunhofer Institute for Software and Systems Engineering

Sébastien Picardat | PDG, Agdatahub

Jakob Rehof | Professeur des sciences informatiques, Université technique de Dortmund ; Directeur de la stratégie de recherche, Fraunhofer Institute for Software and Systems Engineering, Allemagne

Amal Taleb | Directrice des affaires gouvernementales de l'Union Européenne, SAP

Hubert Tardieu | Directeur indépendant, Gaia-X

Joëlle Toledano | Professeur émérite, associée à la Chaire Gouvernance et Régulation ; membre du Conseil national du numérique (CNNum)

Bert Verdonck | PDG, Luxembourg National Data Service

Yvo Volman | Directeur de la direction des données, direction générale des réseaux de communication, du contenu et des technologies, Commission Européenne



Décarboner l'aérien : comment organiser la sobriété

Petit-déjeuner débat

Chaire Gouvernance et Régulation

19 octobre 2023

L'avion représente 4% des émissions de gaz à effets de serres (GES) du secteur des transports et 1,2% des émissions françaises. Pour les courts courriers, l'Agence pour la Transition Ecologique (ADEME) estime que les émissions de GES par voyageur-km représentent 0,2 kg de CO₂, faisant de l'aérien un mode de transport fortement polluant.

L'ADEME a publié en 2022 trois scénarios de transition écologique pour le secteur, lesquels mobilisent à différentes échelles trois leviers de décarbonation: l'amélioration de l'efficacité énergétique des avions, le recours aux carburants durables pour baisser l'intensité carbone de l'énergie, la maîtrise et la réduction du trafic.

En avril 2023, le secteur aérien a élaboré et remis au Gouvernement sa feuille de route de décarbonation pour atteindre les objectifs de la Stratégie Nationale Bas Carbone. Celle-ci met notamment l'accent sur le déploiement massif des carburants alternatifs durables et le déploiement à l'échelle industrielle de nouvelles technologies (technologies plus efficaces et avion à hydrogène notamment). Malgré l'effet baissier des surcoûts de ces leviers sur la demande de trafic, le secteur prévoit néanmoins une croissance de la demande de transport aérien à horizon 2050.

Patrice Geoffron | Professeur d'Économie, Université Paris Dauphine-PSL

Kévin Guittet | Sous-directeur du développement durable, DGAC

Nicolas Paulissen | Délégué général, UAF

Modératrice : Catherine Galano | Associate Director au bureau de Paris, Frontier Economics

IA et métiers de la régulation

Séminaire fermé

Club des Régulateurs

27 octobre 2023



Les prérogatives des autorités de régulation leur permettent de collecter d'importantes quantités de données. Par ailleurs, le législateur a tendance à leur confier un nombre croissant de missions. Les développements récents en matière d'Intelligence Artificielle, dont la fourniture en accès ouvert de certains algorithmes d'IA générative pour faciliter leur appropriation par diverses catégories d'utilisateurs, peuvent constituer un moyen pour les régulateurs de traiter les masses de données croissantes qu'ils peuvent collecter et assurer de manière plus efficace leurs missions : de la supervision du comportement des opérateurs à celles relevant de la fourniture d'information aux usagers ou aux décideurs publics.

Dans ce contexte, la séance de travail du Club des Régulateurs a permis d'échanger sur la manière dont les IA pourraient assister les régulateurs dans leurs missions de détection des fraudes et des risques, d'analyse de la conformité, d'appréhension des performances des opérateurs, ou encore d'analyse des tendances d'évolutions des marchés. La question du rôle potentiel des outils issus de de l'IA pour appréhender les conséquences de l'utilisation de l'IA par les acteurs des marchés régulés a aussi été évoquée. Enfin, a été abordé l'enjeu des compétences à mobiliser de la part des régulateurs pour maîtriser ces outils nouveaux.

Miguel Amaral | Analyste principal des politiques, OCDE

Éric Brousseau | Directeur scientifique de la Chaire Gouvernance et Régulation et du Club des Régulateurs, Université Paris Dauphine-PSL

Chiara Caccinelli | Cheffe d'unité adjointe, analyse économique et intelligence numérique, Arcep

Laurent Clerc | Directeur d'étude et d'analyse des risques, ACPR

Alix Durand | Chargée de mission Affaires politiques et transverses, ANSSI

Guillaume Laborderie | Responsable du service des marchés et de l'innovation, ANJ

Agate Rossetti | Cheffe adjointe de projet régulation, ANSSI

Bruno Schmutz | Directeur des études, de l'économie et de la prospective, Arcom



European Integration, Institutions and Development

Conférence

Commission Européenne, avec la participation de la Chaire Gouvernance et Régulation au Comité Scientifique

13 - 15 novembre 2023



Conference organised by the European Commission, the Chair was represented by Eric Brousseau, member of the scientific committee.

Annual Research Conference (ARC) is the European Commission's flagship research forum that brings together academic researchers and policy makers. The 2023 edition entitled "European Integration, Institutions and Development" will take place in Brussels on 13-15 November.

The conference brought together European officials, members of national Governments or of international organization together with scholars to exchange and reflect on institutional arrangement and governance mechanisms aimed at delivering better European policies.

The ARC23 Scientific Committee, chaired by Eric Brousseau, selected the papers that were presented at the conference and was active in inviting the leading scholars that exchanged with policy makers.

Commissioner Paolo Gentiloni delivered the Opening Speech and the Keynote was given by Sir Tim Besley (London School of Economics).

European Commission

ANNUAL RESEARCH CONFERENCE
EUROPEAN INTEGRATION, INSTITUTIONS AND DEVELOPMENT
13-15 NOVEMBER 2023
BRUSSELS

With the participation of the Governance and Regulation Chair to the Scientific Committee

Dauphine | PSL
CHAIRE GOUVERNANCE ET RÉGULATION

Quels régimes de régulation des données pour entraîner les intelligences artificielles ?

Conférence d'ouverture des Dauphine Digital Days

Université Paris Dauphine-PSL et

Chaire Gouvernance et Régulation

20 novembre 2023



Dans le cadre des Dauphine Digital Days (20-22 novembre 2023), la Chaire Gouvernance et Régulation organisait la conférence d'ouverture, le lundi 20 novembre après-midi.

Guillaume Avrin | Coordonnateur national pour l'intelligence artificielle, DGE

Adrien Basdevant | Avocat associé, Entropy ; membre du Conseil national du numérique (CNNum)

Éric Brousseau | Professeur d'économie et de management ; Directeur scientifique de la Chaire Gouvernance et Régulation, Université Paris Dauphine-PSL

Anne Bouverot | Co-présidente du Comité de l'intelligence artificielle générative ; Présidente du conseil d'administration, ENS

Pierre-Carl Langlais | Directeur de recherche, OPSCI

Bertrand Pailhès | Directeur des technologies et de l'innovation, CNIL

Camilla Penzo | Chargée de projets de recherche, PEReN

Karine Perset | Directrice de l'Observatoire des politiques d'IA et de son réseau d'experts, OCDE

Giada Pistilli | Éthicienne principale, Hugging Face ; Chercheuse en philosophie, Sorbonne Université

Isabelle Ryl | Directrice de PRAIRIE, INRIA

Benoît Sagot | Directeur de recherche en informatique, INRIA

Joëlle Toledano | Professeur émérite, associée à la Chaire Gouvernance et Régulation ; membre du Conseil national du numérique (CNNum)

Disruptive platforms and sector regulation



Conférence

Network of Economic Regulators de l'OCDE et Club des Régulateurs

30 novembre 2023



Surfing on the opening-up of competition in network industries, on the public initiatives in favor of data sharing, and on the development of digital capabilities, innovative platforms are increasingly attempting to disrupt traditional utilities industries. Mobility as a service (MaaS) providers, energy aggregators, or virtual telecommunication operators, to name a few, provide services impacting the use and the profitability of infrastructures as well as the revenue models of incumbent operators. They have consequences on the incentives to invest and on the quality of services, and they challenge the business models of established operators. In addition, these platforms favor the entry of new providers which services are “plugged-in” portfolio of traditional services — think of micro-mobility — resulting in increased differentiation and price discrimination as well as new risks associated to these new services and their articulation with traditional ones.

The overall costs and benefits of these evolutions as well as the externalities across components of the value chains results into challenges for sectoral regulators. Should the scope of their authority be extended to these new entrants? Should the balance between independent regulation and (local or national) governmental authority be reconsidered? Should regulatory frameworks and regulatory tools be adapted to accommodate the new business models carried out by the new players? Should asymmetric regulatory principles be implemented to allow entry and innovation, and how do the alliances among incumbent aimed at replicating the services provided by the new entrants be considered? Are sandboxes approaches relevant? The conference allowed discussing and comparing national and sectoral experiences on these matters.

Martha Baxter | Analyste principale des politiques, OCDE

Eric Brousseau | Directeur scientifique du Club des Régulateurs, Université Paris Dauphine-PSL

Manuel Cabugueira | Membre du conseil d'administration, ANACOM

Fabien Couly | Directeur de l'observation des marchés, ART France

Laura Lassila | Spécialiste principale dans l'Unité opérationnelle des données, ministère finlandais des Transports et des Communications

Tara Morice | Directrice générale de la division Infrastructure, ACCC

Luisa Perrotti | Cheffe des affaires européennes et des relations internationales, ART Italie

Julien Uri | Chargé de mission au Pôle Fintech-Innovation, ACPR



Governance and Regulation of Emerging Technologies

Conférence fermée

Chaire Gouvernance et Régulation

15-16 décembre 2023

Immersive technologies, AI, blockchain, as well as genomics, biotechnologies, and other emerging technologies are outpacing regulation, disrupting traditional business models, and defying institutional and administrative boundaries, at national and international levels. The multifaceted issues and challenges brought by the 4th industrial revolution pose new governance challenges for policymakers and regulators and raise new ethical concerns for innovators and users.

Besides the characterization of the specific challenges and risks posed by each emerging technology, the identification of their existing or anticipated applications, and the analysis of the (innovative) business models and of the triggered markets, emerging technologies might call for the development of common governance and regulation principles, which might be informed by the study of different present and past experiences.

This academic workshop shed new light on the major challenges to be addressed when attempting to regulate emerging technologies. The contributions also explored new approaches to steer innovation processes, combining proactive and reactive procedures. These approaches certainly rely on a multiplicity of 'levers' (command and control, competition policy, user protection, public procurement, standardization, etc.), the building of multistakeholder governance frameworks in various formats, and the design of cooperation and coordination mechanisms at the sectoral, national, and supranational levels.

Daniel Andler | Professeur émérite, Sorbonne Université

Edward Balleisen | Professeur d'Histoire et de politiques publiques, Université de Duke

Eric Brousseau | Directeur scientifique de la Chaire Gouvernance et Régulation, Université Paris Dauphine-PSL

Jean-Michel Dalle | Professeur, Sorbonne Université

Kalli Giannelos | Post-doctorante, Université Paris Dauphine-PSL

Florence G'sell | Professeur de droit privé, Université de Lorraine

Joris van Hoboken | Professeur de droit, Université libre de Bruxelles et professeur associé, Université d'Amsterdam

Pierre-Benoît Joly | Directeur de recherche, INRAE

William E. Kovacic | Professeur de droit, Université George Washington

Pierre Larouche | Professeur titulaire en droit et innovation, Université de Montréal

Victoria Nash | Directrice et chargée de mission de l'Oxford Internet Institute, Université d'Oxford

Rob Reich | Professeur d'éthique sociale des sciences et des technologies, Université de Stanford

Douglas Robinson | Conseiller politique, OCDE

Alexandre de Streel | Professeur de droit européen, Université de Namur

Joëlle Toledano | Professeur émérite, associée à la Chaire Gouvernance et Régulation ; membre du Conseil national du numérique (CNNum)

Karen Yeung | Chargée de cours interdisciplinaire, Université de Birmingham

David Winickoff | Chef de l'unité Innovation responsable, OCDE



Valorisation des événements

Synthèses de conférences

- [The opening up to competition of passenger rail transport in Europe](#)
- [La régulation des contenus en ligne](#)
- [Régulation et finance durable](#)
- [Data sharing in Europe: DGA and DA, from legal consensus achievement to implementation by stakeholders](#)
- [Décarboner l'aérien : comment organiser la sobriété](#)
- [IA et métiers de la régulation \(non publique\)](#)
- [Quels régimes de régulation des données pour entraîner les intelligences artificielles ?](#)
- [Disruptive platforms and sector regulation](#)

Replay

- [The opening up to competition of passenger rail transport in Europe \(3 vidéos\)](#)
- [La régulation des contenus en ligne](#)
- [Régulation et finance durable](#)
- [Data sharing in Europe: DGA and DA, from legal consensus achievement to implementation by stakeholders \(4 vidéos\)](#)
- [Décarboner l'aérien : comment organiser la sobriété](#)
- [Quels régimes de régulation des données pour entraîner les intelligences artificielles ?](#)
- [Disruptive platforms and sector regulation](#)

Certains événements ont fait l'objet de vidéos d'interviews individuelles en marge des échanges, consultables sur le site Internet et la chaîne YouTube de la Chaire.



Tribune et interview dans la presse

Henri Isaac | *Les Échos*, 7 février 2023, Interview [« Intelligence artificielle : Google et Baidu préparent la contre-attaque face à ChatGPT »](#)

Eric Brousseau | *Le Monde*, 10 février 2023, Tribune [« Transports : « Prétendre qu'il n'existerait que deux modèles d'organisation, public vertueux ou privé sauvage, est simplificateur » »](#)

Henri Isaac | *Acteurs Publics*, 12 juillet 2023, Interview [« Quand l'intelligence artificielle s'invite dans les recrutements »](#)

Joëlle Toledano | *Le Monde*, 1^{er} septembre 2023, Tribune [« Sans régulation efficace, la politique de souveraineté numérique européenne échouera »](#)

Henri Isaac, Julien Jourdan | *Les Echos*, 5 octobre 2023, Interview [« TF1 et M6 : un champion français victime d'une régulation trop conservatrice ? »](#)

Henri Isaac | *L'OBS*, 17 octobre 2023, Interview [« Comment l'application Temu séduit – et déçoit parfois – ses clients »](#)

Eric Brousseau | *Le Progrès*, 19 octobre 2023, Interview [« Les réseaux sociaux payants, « un modèle qui est appelé à se généraliser » »](#)

Consolidation de la contribution au Débat public

Tout au long de l'année 2023, des projets de valorisation ont été mis en place :

1. Une audience plus soutenue

Le site internet de la Chaire constitue la vitrine la plus complète de ses différentes activités, comme la valorisation ex post des conférences et débats, également reprise sur les réseaux sociaux et sur notre chaîne YouTube. Sa présentation et l'organisation des contenus ont été retravaillés cette année.

Ces actions, qui visent à amplifier progressivement l'écho des événements organisés par la Chaire et le Club, ont donné des résultats encourageants.

2. La visibilité des expertises de la Chaire auprès des media spécialisés et généralistes est renforcé grâce à un nouveau partenaire

Une coopération avec l'Agence de communication et d'influence Bonafidé a été initiée en 2023 afin de faire valoir l'expertise de la Chaire et du Club auprès de la presse spécialisée et généraliste.

3. La diffusion d'une newsletter trimestrielle

En soutien de ces actions, une Newsletter en ligne, diffusée par mail et sur LinkedIn, a été créée en 2022. Elle permet de revenir, de manière synthétique, sur les activités de la Chaire et du Club des derniers mois. Cette démarche s'est poursuivie en 2023.

Cette Newsletter permet de mettre en avant les événements organisés par la Chaire, et de proposer des portraits vidéos des membres de l'équipe.

Equipe et Gouvernance



Éric Brousseau
Directeur scientifique

La Chaire Gouvernance et Régulation et le Club des Régulateurs sont dirigés par Eric Brousseau. Professeur d'Économie et de Management. Eric Brousseau a également dirigé l'École Doctorale à l'Université Paris Dauphine-PSL et le projet Governance Analytics, une initiative de recherche interdisciplinaire et stratégique (IRIS) soutenue par l'Université de Recherche PSL. Ce dernier a permis à la Chaire de créer l'Institut ACSS-PSL (Applied Computational Social Sciences), à partir de 2021. Il est aussi l'un des créateurs du Master Industries de Réseau et Économie Numérique (IREN), co-habilité entre Dauphine, Polytechnique, TélécomParis et l'Université Paris Saclay. Enfin, Eric Brousseau a fondé en 2002 l'Institutional and Organisational Economics Academy (IOEA), et a présidé l'International Society for New-Institutional Economics (2013-2014).

Il est membre honoraire de l'Institut Universitaire de France.



Marie-Hélène Caitucoli
Déléguée générale jusqu'en juin 2023

En juillet 2019, Marie-Hélène a rejoint la Chaire comme déléguée générale. Elle a auparavant développé, en tant que cheffe de projet, de janvier 2017 à fin 2019, le pôle de politiques publiques de l'Université Paris-Dauphine, la House of Public Affairs, mettant les savoirs universitaires liés aux affaires publiques de manière pluridisciplinaire au service d'un vaste réseau de partenaires institutionnels de premier rang. Elle a également co-dirigé le Master Droit et Gestion publique Dauphine-ENA de septembre 2018 à octobre 2020. Titulaire d'un Master Recherche en études politiques et d'un Doctorat en études politiques de l'EHESS, elle s'est spécialisée sur la théorie des institutions démocratiques et la question de leur légitimité. Également diplômée d'HEC Paris (majeure Finance) et de cursus complémentaires à l'ESADE de Barcelone et à University College London, elle a auparavant développé une expérience dans le conseil en organisation auprès de grands groupes puis dans l'industrie du luxe où elle a exercé des fonctions de direction à l'international pendant plusieurs années.



Hortense de Chabot-Tramecourt

Déléguée générale à partir de septembre 2023

Hortense de Chabot-Tramecourt a rejoint la Chaire en tant que déléguée générale en septembre 2023. Elle est docteure en science politique de l'Université Paris II Panthéon-Assas. Spécialisée dans les études parlementaires, elle a soutenu une thèse portant sur la procédure d'évaluation et de contrôle au Parlement depuis la réforme constitutionnelle de 2008. Chercheuse associée au Laboratoire interdisciplinaire d'évaluation des politiques publiques (LIEPP), elle enseigne à Sciences Po Paris en Master II Affaires publiques. Après avoir travaillé plus de dix ans à l'Assemblée nationale, elle a co-écrit deux ouvrages relatifs à la procédure parlementaire : Le petit guide de l'amendement (Pepper Editions/l'Harmattan- 2022) et Le Petit Guide du contrôle parlementaire (Pepper Editions/l'Harmattan- 2023).



Bruno Chaves

Ingénieur de recherche,
Coordinateur de l'Institut ACSS-PSL
Webmaster



Audrey Halopé

Chargée de communication



Audrey Hamon

Technicienne vidéo



Delphine Lebrun

Organisatrice événementiel

Le Comité d'Orientation de la Chaire

Le Comité d'Orientation est composé de membres de l'équipe académique de la Chaire représentant les principales expertises disciplinaires.

Son rôle est de Conseiller la Direction Scientifique dans la préparation du programme, sa mise en œuvre et le contrôle de son exécution.

Il se réunit deux fois par an.

En 2023, il est composé de :

Éric Brousseau Directeur scientifique, Chaire Gouvernance et Régulation

Hervé Alexandre Professeur de finance à Dauphine-PSL

Georges Decocq Professeur de droit à Dauphine-PSL

Anne Epaulard Professeure d'économie à Dauphine-PSL

David Ettinger Professeur d'économie à Dauphine-PSL

Henri Isaac Maître de Conférences en gestion à Dauphine-PSL

Julien Jourdan Professeur de stratégie à HEC

Joëlle Toledano Professeure émérite d'économie, associée à la Chaire
Gouvernance et Régulation

Alexis Tsoukias Directeur de recherche au CNRS et au LAMSADE, Dauphine-PSL

Le Comité de Pilotage de la Chaire

Chacune des parties prenantes – les mécènes, les partenaires experts, les partenaires institutionnels, le Comité d’Orientation, le Directeur de la Chaire, ainsi que la Fondation Paris Dauphine – est représentée au sein du Comité de Pilotage.

Son rôle : Le Comité de Pilotage (CoPil) est chargé de la définition du programme d’activités de la Chaire, de la détermination de la composition de l’équipe de chercheurs, de l’établissement du budget annuel et de la supervision de l’exécution du programme de travail défini. Il se réunit deux fois par an.

Pour l’année 2023, les membres du CoPil sont :

Hervé Alexandre Directeur scientifique de la Chaire FinTech, Université Paris Dauphine-PSL

Philippe Ayoun Membre permanent, section mobilité et transport, IGEDD

Emmanuel Belluteau Conseiller maître, Président de section, Cour des Comptes

Éric Brousseau Directeur scientifique, Chaire Gouvernance et Régulation

Christophe Boutin Délégué général, ASFA

Georges Decocq Professeur de droit, Université Paris Dauphine-PSL

Anne Epaulard Professeure d’économie, Université Paris Dauphine-PSL

David Ettinger Professeur d’économie, Université Paris Dauphine-PSL

Mathilde Goldschmidt Directrice de la régulation, SNCF Voyageurs

Henri Isaac Maître de conférences en gestion, Université Paris Dauphine-PSL

Dominique Jamme Directeur général, CRE, Président du Club des Régulateurs

Julien Jourdan Professeur de stratégie à HEC Paris, HEC Paris

Pauline Leroux-Colin Directrice de la Stratégie, Fondation Dauphine

Philippe Pascal Directeur Général Adjoint, Finances, Stratégie et Administration, Groupe ADP

Camilo Perez-Perez Directeur de la Régulation économique, Groupe ADP

René-Louis Perrier Président, Ecologic

Virginie Pignon Direction de la Stratégie, ENEDIS

Pierre-Alain Roche Président, section mobilité et transport, Conseil général de l’environnement et du développement durable, IGEDD

Guillaume Rondeau Directeur juridique, RATP

Jean-Luc Sauron Conseiller d’État, Conseil d’état

Angelos Souriadakis Fondateur et Senior Partner, Ylios, pour les Partenaires experts

Joëlle Toledano Professeure émérite d’économie, Chaire GovReg et membre de l’Académie des Technologies et du CNUM

Alexis Tsoukias Directeur de recherche en informatique, CNRS & LAMSADE, Dauphine-PSL

Grégoire Postel-Vinay Rédacteur en chef des Annales des Mines, CGE

Gérald Vignal Chargé de mission, RTE

Robert Zarader Président, Agence Bonafidé

Le Comité de Direction du Club des Régulateurs

Le Comité de Direction est composé d'un représentant de chaque membre du Club, ainsi que du Directeur Scientifique et d'un représentant des partenaires experts de la Chaire Gouvernance et Régulation. Il élit son Président pour le représenter auprès des tiers et siéger au Comité de Pilotage de la Chaire.

Le Président du Club est Dominique Jamme.

Son rôle : Le Comité de Direction (CoDir) décide du programme de travail du Club et du rythme de ses réunions, l'organisation de ces dernières étant à la charge de l'équipe de la Chaire. Il détermine le budget et se réunit au moins deux fois par an.

Pour l'année 2023, les membres du CoDir sont :

Maya Bacache Membre du Collège, ARCEP

Pierre Bastard Chef du bureau des concessions et de la régulation économique aéroportuaires, DGAC

Éric Brousseau Directeur scientifique, Chaire Gouvernance et Régulation et Club des Régulateurs

Jordan Cartier Secrétaire général, ART

Laurent Clerc Directeur d'étude et d'analyse des risques, ACPR

Anne Demartini Économiste, Division Études, stabilité financière et risques, AMF

Dominique Jamme Directeur Général, CRE, Président du Club

Rémi Lataste Directeur général, ANJ

Christine Le Bihan-Graf Avocate, Cabinet De Pardieu Brocas Maffei, représentante des Partenaires-experts

Bruno Schumtz Directeur des études, de l'économie et de la prospective, Arcom

Vincent Strubel Directeur général, ANSSI



CHAIRE GOUVERNANCE ET RÉGULATION

